



Rapport de la Quatorzième Réunion du Conseil de Coordination du Programme Genève, 26-27 juin 2003

Sommaire

1. Ouverture.....	2
1.1 Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour provisoire	2
1.2 Election du Bureau	2
1.3 Examen des rapports des douzième et treizième réunions	3
1.4 Rapport du Directeur exécutif, 2002–2003	3
1.5 Rapport du Président du Comité des Organismes Coparrainants	7
1.6 Rapport du Représentant des ONG.....	8
2. Budget-plan de travail intégré de l'ONUSIDA, 2004–2005	9
3. Mise à jour des informations financières et budgétaires pour la période du 1 ^{er} janvier 2002 – 31 mars 2003.....	13
4. Rapport du Groupe de travail du CCP sur la gouvernance de l'ONUSIDA.....	13
5. Rapports d'activité.....	16
5.1 Mémoire d'Accord entre l'ONUSIDA et le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, le Paludisme et la Tuberculose	17
5.2 Plan stratégique des Nations Unies sur le VIH/SIDA (2001–2005)	18
6. Prochaines réunions du CCP.....	19
7. Autres questions	20
8. Adoption des décisions, recommandations et conclusions	21
Annexe 1 – Ordre du jour	22
Annexe 2 – Décisions, recommandations et conclusions	23
Annexe 3 – Liste des participants	35

1. Ouverture

1.1 Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour provisoire

1. La quatorzième réunion du Conseil de Coordination du Programme (CCP) de l'ONUSIDA s'est tenue au siège du Bureau international du Travail (BIT), à Genève, Suisse, les 26 et 27 juin 2003. La liste des participants est présentée à l'Annexe 3.

2. Au nom du Portugal, président sortant du CCP, le Professeur M. Fernando Aires Alves Nunes Ventura (Coordonnateur, Commission nationale de lutte contre le VIH/SIDA, Portugal) a ouvert la quatorzième réunion du CCP et souhaité la bienvenue à toutes les personnes présentes. Le Professeur Ventura a noté que, malgré la diversité des approches et les différentes percées dans le domaine de la lutte contre le VIH/SIDA, ainsi que le changement qualitatif intervenu sous l'excellente impulsion de l'ONUSIDA depuis 1995, l'épidémie poursuit son extension à travers le monde, notamment au Portugal. Ainsi, l'honneur d'assumer la présidence du CCP de l'ONUSIDA avait débouché non seulement sur la possibilité de travailler en collaboration avec l'ONUSIDA, mais également sur celle d'œuvrer ensemble pour contrer le SIDA au Portugal. Le Professeur Ventura a cité le privilège qu'avait eu le Portugal et son Président de participer à l'UNGASS, en juin 2001 ; cette réunion avait donné lieu à l'élaboration de la Déclaration d'Engagement sur le VIH/SIDA, puis à la création du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. En décembre 2002, ce fut un honneur pour le Portugal de présider la quatrième réunion thématique ad hoc du CCP au Portugal, qui concluait l'évaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA. Cette évaluation a constitué un nouveau pas en avant dans l'histoire de l'ONUSIDA, ainsi qu'une contribution importante au processus en cours de réforme des Nations Unies. A la réunion de Lisbonne, cinq fonctions transversales ont été approuvées, applicables à tous les niveaux du Programme, et il a été clairement établi que la priorité serait donnée à l'action à l'échelon pays. En outre, un processus d'examen concernant la gouvernance de l'ONUSIDA a été lancé. Le Professeur Ventura a réaffirmé l'engagement pris par le Portugal de poursuivre et d'intensifier sa collaboration avec l'ONUSIDA ainsi qu'avec d'autres partenaires dans le cadre de la lutte contre le SIDA. Il a remercié le Dr Piot et son équipe pour tout l'appui qu'ils avaient assumé, et avec grand plaisir a souhaité plein succès au nouveau Président du CCP.

3. L'ordre du jour provisoire (UNAIDS/PCB/(13)/03.1) a été adopté. (Voir Annexe 1.)

1.2 Election du bureau

4. Conformément aux dispositions convenues, la Zambie, précédemment Vice-président, a été élue Président du CCP. Le Canada a été élu Vice-président, et les Pays-Bas ont été élus Rapporteur. Le CCP a également approuvé et accueilli avec satisfaction l'entrée au sein du CCP des nouveaux délégués ONG à partir du 1^{er} janvier 2004 jusqu'à décembre 2005 : Journalistes contre le SIDA (Nigeria) représentant l'Afrique ; AIDS Infoshare (Russie) représentant l'Europe, avec pour suppléant la Communauté internationale des Femmes vivant avec le VIH/SIDA (ICW – Royaume-Uni) ; et Africa Services Committee (Etats-Unis) représentant l'Amérique du Nord, avec pour suppléant le Health Global Access Project (Health Gap) (Etats-Unis).

5. L'Honorable Général de Brigade Brian Chituwo (Ministre de la santé, République de Zambie) s'est déclaré satisfait de l'élection de la Zambie à la présidence du CCP. Selon le Dr Chituwo, cette élection est un honneur pour le peuple de la Zambie et pour le gouvernement de ce pays. Il a noté que la Zambie est un pays à l'épicentre de l'épidémie de VIH/SIDA. Bien que la Zambie fasse tout son possible pour lutter contre le VIH/SIDA, elle reconnaît qu'elle ne pourra pas gagner cette bataille toute

seule. A cet égard, le Dr Chituwo attend avec intérêt le soutien du CCP, du Secrétariat de l'ONUSIDA, et de ses Coparrainants.

1.3 Examen des rapports des douzième et treizième réunions

6. Le CCP a examiné et approuvé le rapport de la douzième réunion (UNAIDS/PCB(12)/02.06) du CCP. Le CCP a également examiné et approuvé le rapport de la treizième réunion (UNAIDS/PCB(13)/02.06), avec une modification – l'insertion des noms des projets visités lors des visites, sur le terrain, de participants au CCP.

1.4 Rapport du Directeur exécutif, 2002-2003

7. Le Dr Peter Piot (Directeur exécutif de l'ONUSIDA) a présenté son rapport pour 2002-2003 (UNAIDS/PCB(14)/03.2). Ce rapport faisait le point sur l'épidémie, résumait les principaux faits marquants ayant contribué à faire avancer la riposte mondiale et du système des Nations Unies contre le VIH, et s'articulait autour des cinq fonctions transversales du Programme. Le rapport décrivait également l'appui de la part de l'ONUSIDA en faveur d'un leadership national accru dans le cadre des ripostes au VIH/SIDA, notamment celui des entreprises et des organisations communautaires, confessionnelles et populaires bénévoles, et des organisations de personnes vivant avec le VIH/SIDA. En outre, depuis le début de l'année 2002, l'ONUSIDA a renforcé sa capacité de soutien au suivi et à l'évaluation, a rationalisé l'élaboration des indicateurs et amélioré les sources d'information. L'ONUSIDA a fourni de nouvelles orientations techniques et politiques, et a mobilisé des ressources financières, politiques et techniques supplémentaires.

8. Evoquant l'état actuel de l'épidémie, le Dr Piot a décrit six enjeux qui selon lui constituent également des opportunités. Il s'agit de : a) gérer simultanément l'urgence cruciale ainsi que la menace à long terme que représente l'épidémie pour le développement ; b) contenir les épidémies émergentes tant qu'il existe encore une possibilité de le faire ; c) faire obstacle au déclin socio-économique avec des stratégies nouvelles et la mise au point de scénarios futurs concernant l'Afrique ; d) être capable d'utiliser, de coordonner, de suivre et d'évaluer l'apport supplémentaire – toutefois encore insuffisant – de ressources ; e) créer le potentiel opérationnel nécessaire pour que l'accès au traitement devienne réalité ; et f) contrer la féminisation croissante de l'épidémie au moyen d'une initiative de femmes qui s'appuierait sur les points forts de celles-ci, et leur donnerait les moyens de lutter contre le VIH/SIDA.

9. Le Dr Piot a cité la Déclaration d'Engagement et ses objectifs de résultats, dont beaucoup sont à réaliser d'ici 2005, la présentant comme la feuille de route à suivre dans cette lutte contre l'épidémie. Dans ce contexte, l'ONUSIDA continuerait de servir de référence mondiale relativement à la riposte, mènerait des campagnes de plaidoyer et d'incitation au leadership, renforcerait sa présence dans les pays, et garantirait la mise à disposition de moyens techniques de qualité, ainsi qu'une présence forte et engagée du système des Nations Unies.

10. Le Dr Piot a annoncé que le Secrétariat et les Organismes coparrainants avaient recentré leurs efforts compte tenu des orientations données par le CCP à sa réunion de Lisbonne. Ce recentrage a donné lieu à un examen des mécanismes de pays, à des réunions des Directeurs régionaux des Coparrainants du Programme dans trois continents, à une intensification du travail d'analyse et de mobilisation des ressources, et à la conclusion d'un Mémorandum d'Accord avec le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme.

11. Le Dr Piot a conclu en demandant aux membres du CCP de soutenir le Budget-plan de travail intégré (BPTI). Il a insisté sur le fait que ce BPTI représente l'instrument par excellence au moyen

duquel l'ONUSIDA pourra atteindre ses buts – inciter à l'exercice du leadership, gérer les questions ardues, établir des consensus et oeuvrer à l'appui des mesures prises par les gouvernements, les communautés, et les individus en lutte contre le VIH/SIDA.

12. Le CCP a félicité la Zambie de son élection à la présidence du CCP de l'ONUSIDA, et a exprimé sa satisfaction devant le travail acharné entrepris par l'ONUSIDA et les progrès réalisés au cours de l'année dernière. Il a remercié le Directeur exécutif de l'ONUSIDA de son rapport très clair et informatif. Le CCP a approuvé le rapport et a été d'accord avec les enjeux décrits par le Directeur exécutif. Le CCP a demandé que les rapports soient à l'avenir plus axés sur les résultats et sur les contributions de l'ONUSIDA aux différents niveaux. Il a également demandé que ce rapport reflète plus complètement les faits marquants à l'échelon pays, et notamment la nature de la riposte coordonnée de l'ONUSIDA à l'échelon pays.

13. Le CCP s'est félicité des signes de progrès observés dans la lutte contre le VIH/SIDA, mais a noté avec inquiétude que l'épidémie continue de s'étendre. Le CCP s'est déclaré satisfait du centrage accru de l'ONUSIDA sur les ripostes nationales, rappelant que l'un des rôles principaux des Nations Unies est de faciliter la mise en œuvre de ripostes nationales efficaces. Il a demandé à l'ONUSIDA de poursuivre ses efforts pour améliorer ces ripostes, en particulier par un soutien à la capacité nationale de planification, de supervision et de coordination des interventions dans le domaine du SIDA, étant entendu que les pays sont comptables de leurs actions. Il a demandé instamment au système des Nations Unies de prêter assistance aux pays qui en ont le plus besoin, à savoir les pays les plus démunis, en mettant fortement l'accent sur l'Afrique. Il a également demandé que l'ONUSIDA assume un leadership solide, en ce qui concerne les épidémies nouvellement apparues, telles celles en Asie, et a insisté sur l'apport d'un soutien accru aux pays où l'épidémie s'aggrave.

14. Rappelant que le principe d'autodétermination devait guider l'élargissement de la riposte à l'échelon pays, le CCP a été satisfait de constater le centrage accru sur le leadership et l'autodétermination, à l'échelon pays, dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA. Le CCP a confirmé que les objectifs clés de l'ONUSIDA consistaient encore et toujours à susciter une prise de conscience au niveau politique et à soutenir une riposte à assise large, en particulier compte tenu du fait que le VIH/SIDA est encore considéré comme un problème uniquement de santé dans de nombreux endroits. Le CCP a demandé à l'ONUSIDA d'intensifier ses efforts pour soutenir le leadership régional et national, un membre du CCP s'étant déclaré favorable à une séquence pour le leadership à la 15^{ème} Conférence internationale sur le SIDA à Bangkok. Le CCP s'est déclaré satisfait de constater l'assiduité du soutien de l'ONUSIDA pour ce qui a trait à la mobilisation de la société civile en tant que partenaire des ripostes nationales. Il a souligné de nouveau que l'accroissement de l'activisme et de la force de la société civile, et notamment des ONG, était déterminant pour la réussite de la riposte.

15. Le CCP s'est félicité du rôle important que l'ONUSIDA continue de jouer pour l'amélioration de la coordination et de la cohésion entre les parties prenantes à tous les niveaux, mais il a précisé qu'il y avait encore du travail à faire pour parvenir à une coordination et à une coopération effectives, en particulier à l'échelon pays. A cet égard, le CCP a constaté la complexité encore réelle des règles, procédures et opérations des partenaires multilatéraux et bilatéraux, dans le cadre de leur interaction avec les pays. Il a demandé instamment à la communauté internationale d'harmoniser et de simplifier ces procédures, de façon à les faire mieux cadrer avec les priorités et systèmes de planification nationaux. Concernant la coordination par le biais du programme coparrainé, un membre du CCP a recommandé que les Coparrainants élaborent des plans avec les administrateurs des programmes nationaux, présentant des informations sur leurs activités et budgets, en un seul et unique document si possible.

16. Le CCP a demandé à l'ONUSIDA de maintenir son soutien aux efforts de prévention du VIH à grande échelle. Concernant les épidémies nouvellement émergentes, par exemple en Europe Centrale et Orientale, il conviendrait d'étayer encore l'intensification des efforts de prévention avec des centrales de connaissances et des programmes interpayes. Dans les épidémies à progression « faible et lente », les enjeux consistent à soutenir les efforts de prévention, à renforcer la participation multisectorielle, et à mobiliser des ripostes locales. Le CCP a réaffirmé l'importance de la prévention pour les jeunes par le biais de la diffusion de l'information, de l'éducation par les pairs et l'apprentissage des compétences vitales. Le CCP s'est déclaré toujours aussi préoccupé par la propagation incessante du VIH liée à la consommation de drogues injectables, et a demandé à l'ONUSIDA de focaliser une attention plus soutenue, là où cela s'impose, sur la gestion de ce problème.

17. Le CCP a confirmé de nouveau que l'intégration du VIH/SIDA dans le cours habituel des activités de développement est essentielle pour opposer une riposte véritablement multisectorielle et durable, mais il a noté avec inquiétude que cette intégration n'était pas la même partout. A cet égard, il a demandé aux parties prenantes d'harmoniser les stratégies de réduction de la pauvreté, les approches et programmes sectoriels (SWAP) ainsi que la stratégie nationale de lutte contre le SIDA, de façon à former un front uni contre l'épidémie. Le CCP s'est déclaré satisfait de l'assistance offerte par l'ONUSIDA pour l'intégration du VIH/SIDA dans le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), ainsi que de son aide au Centre africain de Gestion du VIH/SIDA. Le CCP s'est félicité du centrage accru des Coparrainants sur l'appui aux efforts des pays en vue de réaliser les buts mesurables définis dans le cadre de la Déclaration du Millénaire, ainsi que les objectifs de résultats et les indicateurs élaborés qui s'y rattachent, en particulier le But 6 (combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies). Le CCP a demandé de plus amples informations sur le rôle joué par l'ONUSIDA dans les efforts mondiaux en vue de réaliser les Buts du Millénaire pour le Développement (BMD), par exemple dans le cadre du Projet de Développement du Millénaire.

18. Le CCP a confirmé à nouveau le rôle crucial de l'ONUSIDA dans la mobilisation de ressources techniques et financières, et s'est félicité de l'augmentation du volume des ressources mobilisées. Il a noté avec inquiétude, toutefois, que la communauté internationale est encore loin de satisfaire les besoins, et a demandé à l'ensemble des parties prenantes de contribuer. Le CCP s'est déclaré satisfait de l'appui que l'ONUSIDA a fourni aux pays pour accéder aux ressources provenant de sources diverses, telles que le Programme plurinational [Banque mondiale] de lutte contre le VIH/SIDA (PPS), le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, et autres circuits multilatéraux et bilatéraux. Il a accueilli avec satisfaction le fait que tous les Coparrainants ont élevé le volume de leurs propres ressources de base allouées au VIH/SIDA, et notamment à l'échelon pays, et a demandé aux Coparrainants de fournir davantage d'informations dans le BPTI concernant ces ressources. Il a souligné que le partenariat entre donateurs, et notamment pour ce qui est du partage de la charge financière, sera décisif pour l'avenir de l'ONUSIDA.

19. En ce qui concerne la mobilisation de ressources techniques, le CCP a reconnu que la capacité humaine est déjà à son rendement plus que maximum, là où l'épidémie a frappé le plus durement. Il a demandé aux parties prenantes de réunir un potentiel en même temps que des ressources financières supplémentaires, et de constituer un pool d'expertise aux niveaux pays et régional, afin de fournir un soutien technique plus effectif et efficient. Le CCP a reconnu l'importance des groupes régionaux de coopération technique – par exemple ceux en Amérique latine et dans la CEI – et leur réussite. Il a également insisté sur la nécessité de renforcer les équipes interpayes de l'ONUSIDA à l'appui de l'échange horizontal de ressources techniques et d'autres initiatives régionales. Un membre du CCP a demandé de plus amples informations concernant le plan de développement d'une base de données sur

des consultants professionnellement qualifiés qui sont également des personnes vivant avec le VIH/SIDA. Le CCP s'est félicité de l'élaboration de guides techniques par l'ONUSIDA. Un membre du CCP a demandé que des efforts supplémentaires soient faits pour diffuser ces documents dans un large éventail de langues, et notamment en arabe et en chinois. Ce même membre du CCP a également demandé l'élaboration régulière de guides sur la façon d'intégrer le VIH/SIDA aux divers secteurs.

20. Le CCP s'est déclaré satisfait des efforts de l'ONUSIDA pour renforcer sa capacité et son efficacité dans le domaine du suivi et de l'évaluation. Il se félicite des initiatives à cet égard, telles que le Système d'information sur les ripostes pays (CRIS), l'Equipe d'appui au suivi et à l'évaluation en matière de VIH/SIDA au niveau mondial (GAMET) implantée à la Banque mondiale, et le renforcement de l'Unité Suivi et Evaluation au Secrétariat de l'ONUSIDA. Le CCP a félicité l'ONUSIDA de l'élaboration d'indicateurs ; selon le CCP, ces indicateurs contribueront grandement à l'amélioration de l'analyse et de l'évaluation de la riposte, y compris dans les pays à faible prévalence du VIH où il est difficile de suivre les tendances. Un membre du CCP a demandé que les indicateurs soient revus au regard de la participation de la société civile et de la protection des droits de la personne humaine, et notamment la promotion de l'égalité homme/femme et la réduction de la vulnérabilité des femmes au VIH/SIDA. Ce même membre a proposé de créer des occasions pour permettre aux représentants de la société civile, des femmes et des personnes vivant avec le VIH/SIDA d'apporter leur concours en vue d'améliorer ces indicateurs. Un autre membre du CCP a cité les expériences positives vécues en Amérique latine, où des ONG et la société civile ont participé à l'élaboration d'un plan stratégique pour coordonner les efforts de suivi et d'évaluation.

21. Le CCP a reconnu le fardeau que fait peser sur les pays la multiplicité des tâches requises pour le suivi et à l'évaluation. Il a demandé aux donateurs ainsi qu'à la communauté internationale d'alléger ce fardeau et d'harmoniser les exigences dans ce domaine. Il a également demandé à l'ONUSIDA d'aller plus loin dans l'harmonisation des approches de suivi et d'évaluation, telles celles conçues pour les BMD et la Déclaration d'Engagement. Il a prié l'ONUSIDA d'aider les pays à développer leur capacité nationale de suivi et d'évaluation, et de faire en sorte que cette capacité éclaire les Programmes nationaux de lutte contre le SIDA ainsi que les institutions dirigeantes nationales.

22. Le CCP a noté avec inquiétude la féminisation de l'épidémie, les femmes comptant maintenant pour 50% de l'épidémie mondiale de SIDA et, en Afrique, pour 58% des personnes vivant avec le VIH/SIDA. Le CCP a confirmé de nouveau que l'égalité sexospécifique est capitale si l'on veut inverser le cours de l'épidémie. Le CCP a salué l'idée, de l'ONUSIDA, d'une Coalition mondiale sur les Femmes et le SIDA, centrée sur la prévention de l'infection à VIH chez les filles et les jeunes femmes, l'élimination de la violence à l'égard des femmes, la protection des droits des femmes et des filles à la propriété et à l'héritage, l'égalité d'accès des femmes et des filles aux soins et au traitement, l'amélioration de la prise en charge communautaire pour les femmes et les filles, la promotion de l'accès aux nouvelles options de prévention pour les femmes, et l'appui aux efforts en cours visant à instaurer l'enseignement universel pour les filles. Le CCP a demandé aux pays de : a) faire davantage d'efforts pour offrir aux femmes et aux filles l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive ainsi qu'aux programmes de prévention du VIH ; b) mettre en œuvre des politiques et programmes nationaux ciblés sur la vulnérabilité des femmes au VIH ; c) rassembler et présenter par sexe les données sur les tendances et les effets de l'épidémie ; et d) protéger les droits des femmes et des filles. Il a également demandé que les programmes bilatéraux se concentrent sur les causes de la vulnérabilité des femmes et qu'une plus grande attention soit accordée au développement des méthodes de prévention du VIH que les femmes ont le pouvoir d'utiliser.

23. Le CCP a noté que la stigmatisation, le déni et la discrimination continuent d'entraver la progression de la lutte contre le VIH/SIDA et a demandé à l'ONUSIDA de relancer la lutte contre la

stigmatisation et la discrimination. Reconnaissant que, en période de conflit et de guerre, l'épidémie est alimentée par l'effondrement des systèmes de santé et d'éducation et par le déplacement des populations, le CCP a demandé à l'ONUSIDA de continuer à collaborer étroitement avec les organisations humanitaires pour intégrer le VIH/SIDA dans leur riposte aux crises et pour faire en sorte que les programmes de prévention et de prise en charge de l'infection à VIH soient étendus aux réfugiés et aux personnes déplacées.

24. Le CCP a noté avec satisfaction l'accent mis sur les questions relatives aux soins et au traitement, dans le rapport du Directeur exécutif. Toutefois, il a noté avec inquiétude le maintien des disparités concernant l'accès au traitement et aux soins à travers la planète, ainsi que le nombre extrêmement faible de personnes bénéficiant du traitement antirétroviral par rapport au nombre de toutes celles qui en ont besoin. A cet égard, le CCP s'est félicité de l'introduction croissante des antirétroviraux en tant qu'élément de la chaîne des soins. Le CCP a demandé qu'une plus grande attention soit accordée à : a) l'amélioration de l'accès des pauvres à un large éventail de services de traitement et de soins ; b) l'amélioration de l'égalité d'accès, et notamment l'accès aux ARV ; et c) l'aide aux gouvernements pour l'introduction de services équitables et complets. Le CCP a demandé que des efforts soient faits pour élargir l'accès par le biais d'une coopération accrue avec le secteur privé, et par l'échange de données d'expériences réussies entre pays. Il faut également accorder une attention aux pays à revenu moyen qui se heurtent à des obstacles entravant l'élargissement de l'accès. Un membre du CCP a proposé que le CCP lance des projets pilotes novateurs d'offre des soins et de l'appui à l'échelon régional.

25. Le CCP s'est félicité de la déclaration de M. Koichiro Matsuura (Directeur général de l'UNESCO) au titre du Point 1.4 de l'ordre du jour. M. Matsuura s'est déclaré satisfait de cette occasion de retrouver les membres du CCP, de planifier ensemble le travail futur de l'ONUSIDA, et de souligner l'engagement de l'UNESCO par rapport à un but commun. Il a décrit les efforts de l'UNESCO relatifs à l'éducation préventive, qu'il a proposée comme thème central pour les 12 mois durant lesquels l'UNESCO assumera la présidence du Comité des Organismes Coparrainants (COC). Il a également donné des informations sur deux réunions prévues pour le COC ; l'une aura lieu à New York le 30 octobre 2003 (réunion à laquelle le Secrétaire général des Nations Unies est invité), et l'autre en Afrique subsaharienne au début du mois de mars 2004.

26. Le CCP a pris acte du Rapport du Directeur exécutif de l'ONUSIDA.

1.5 Rapport du Président du Comité des Organismes Coparrainants

27. Le Dr Mamphela Ramphele (Directrice générale de la Banque mondiale), représentant la Banque mondiale en qualité de Présidente du Comité des Organismes Coparrainants (COC) a présenté le rapport de la Présidence du Comité des Organismes Coparrainants. Le Dr Ramphele a décrit les réalisations de l'année passée, les défis qui s'annoncent, et les moyens selon lesquels le système des Nations Unies s'efforce de renforcer la riposte mondiale. Elle a noté que, au cours de l'année dernière, le VIH/SIDA a commencé à occuper une place nettement plus importante au sein de chaque organisme coparrainant. La coordination s'est améliorée, en grande partie parce que le mécanisme des organismes coordonnateurs pour chaque domaine thématique est à présent à maturité. L'ONUSIDA a continué d'assumer un leadership intellectuel et en matière de politique. Les indicateurs de suivi concernant la Déclaration d'Engagement ont été intégrés, avec en 2003 plus de 100 pays fournissant à l'ONUSIDA des informations exhaustives sur les ripostes nationales. De nouvelles ressources ont été mobilisées, et le programme a considérablement accru sa capacité de suivi des flux de ressources en rapport avec le VIH/SIDA. Enfin, les Coparrainants ont tiré parti de leurs points forts respectifs pour contribuer de façon plus efficace à la lutte contre le VIH/SIDA.

28. Le Dr Ramphele a également souligné, toutefois, que les problèmes s'amplifient encore. Les effets de l'épidémie se sont encore aggravés dans de nombreux endroits ; la couverture de la prévention pour les populations à haut risque est bien en dessous de 20% ; et dans les pays en développement, sur 20 personnes ayant besoin de médicaments, 1 seulement en bénéficie actuellement. Devant ces enjeux et compte tenu de la critique constructive fournie dans l'évaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA, le Programme s'est réorienté de façon à conduire une riposte plus énergique et plus efficace, en particulier à l'échelon pays. Les effets visibles sont les suivants : meilleure coordination ; plus de soutien aux pays par le biais des Groupes thématiques des Nations Unies, du personnel ONUSIDA dans les pays, et de l'assistance technique ; un centrage plus pointu sur les pays prioritaires ; et un plus grand leadership concernant les aspects suivants : mobilisation des ressources, atteinte des objectifs de la Déclaration d'Engagement, intensification de l'engagement sectoriel, et suivi et évaluation. Le Dr Ramphele a conclu en demandant au CCP d'accorder son soutien au Budget-plan de travail intégré, et de donner des orientations pour acheminer l'ONUSIDA vers la réalisation de son plein potentiel dans la riposte mondiale au VIH/SIDA.

29. Le CCP a remercié la Présidente du COC de son rapport complet sur le travail des Coparrainants et du haut niveau de représentation des Coparrainants, avec notamment celle des Chefs exécutifs, à cette réunion du CCP. Le CCP a demandé que les Coparrainants fassent rapport chaque année au CCP sur leurs travaux, en se concentrant sur les progrès à l'échelon pays et sur les défis à relever pour réaliser leurs objectifs. Un membre du CCP a noté avec satisfaction que l'assistance concédée par le biais du PPS prend la forme de subventions systématiques aux pays les plus pauvres. Citant le fait que de nombreux pays croulent déjà sous les dettes et sous les coups portés par l'épidémie, ce même membre du CCP a demandé que le CCP entame un dialogue pour contribuer à la conversion de l'assistance du PPS en subventions.

30. Mme Sheila Sisulu (Directrice exécutive adjointe, Programme alimentaire mondial) a décrit les efforts du Programme alimentaire mondial (PAM) en rapport avec le VIH/SIDA. Notamment, le PAM actuellement : intègre le VIH dans tous ses programmes de secours d'urgence, de redressement et de développement ; renforce son partenariat avec l'ONUSIDA ; adapte ses outils d'évaluation de façon à prendre en compte le VIH ; et prend le VIH/SIDA comme base pour la création d'un programme de redressement. Il met également en œuvre un programme énergique de prévention du VIH sur les lieux de travail PAM, faisant en sorte que tous les personnels participant à la distribution de nourriture reçoivent une éducation pour la prévention, adaptant ses rations alimentaires de façon à ce qu'elles conviennent mieux sur le plan nutritionnel aux personnes vivant avec le VIH/SIDA, et soutenant la recherche sur le rôle de la nutrition dans le cas des personnes vivant avec le VIH/SIDA.

31. Le CCP a pris acte du Rapport de la Présidente du Comité des Organismes Coparrainants.

1.6 Rapport du Représentant des ONG

32. Au nom de la délégation des ONG siégeant au CCP, Mme Alice Lamptey (du Ghana HIV/AIDS Network) a présenté le Rapport du Représentant des ONG. La délégation des ONG a d'abord exprimé sa gratitude au Directeur exécutif de l'ONUSIDA ainsi qu'à son personnel, pour les nombreux moyens selon lesquels ils continuent de faciliter la contribution de la délégation des ONG au sein du CCP. Mme Lamptey a ensuite évoqué les préoccupations mondiales communes, exposées dans les rapports régionaux des ONG. A cet égard, la délégation des ONG a demandé aux gouvernements de faire en sorte que les fonds relatifs à l'allègement de la dette, par exemple, dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTe) et autres fonds de secours d'urgence, soient acheminés plus rapidement afin d'atténuer l'aggravation des conditions économiques des populations

vulnérables – en majorité des femmes, en zone rurale et pauvres. Elle a encore invité instamment les pays à mobiliser des ressources, en prenant en compte plus clairement la capacité des pays à contribuer en fonction du produit intérieur brut. Elle a demandé que l'ONUSIDA aide les gouvernements à gommer le phénomène encore très présent de stigmatisation et de marginalisation lié au VIH/SIDA – en particulier, en intensifiant la formation des agents de santé et en promulguant des codes déontologiques pour empêcher la discrimination. La délégation des ONG a noté que les chances d'éviter des épidémies graves s'évanouissent actuellement, ou se sont déjà évanouies, dans de nombreux pays, et il faut intensifier immédiatement les efforts pour empêcher une aggravation des épidémies. Mme Lamptey a mis en relief la vulnérabilité des jeunes, en particulier des jeunes filles, liée à des comportements sexuels risqués, à la consommation de substances, au manque d'accès à l'information et à la prévention, et à des pratiques culturelles et traditionnelles néfastes. Elle a également déclaré que le VIH/SIDA était encore considéré comme une question faiblement prioritaire aux niveaux social et politique dans la majorité des pays.

33. Mme Lamptey a également annoncé que la délégation des ONG avait examiné le mandat du Comité de liaison avec les ONG, afin d'en accroître la légitimité, la responsabilité morale, et de conférer à la communauté des ONG un plus grand pouvoir d'autodétermination. La délégation des ONG a formulé un certain nombre de recommandations, et notamment : a) accroître l'appui aux communautés et aux groupes d'intérêt (enfants, orphelins, jeunes, femmes, hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, consommateurs de drogues injectables, et professionnel(le)s du sexe), demandant que ceci soit plus explicitement consigné dans le BPTI ; b) promouvoir la participation accrue de la société civile ; c) garantir la protection contre la stigmatisation et la discrimination ; et d) renforcer l'aptitude des pays à mieux accéder aux ressources mondiales. Elle a demandé l'approbation du CCP concernant un certain nombre de décisions relatives aux statuts et aux modalités opérationnelles du Comité de Liaison des ONG. Elle a également demandé que le CCP prolonge le mandat du représentant de l'Amérique latine et des Caraïbes, de façon à faciliter la passation de fonctions à un nouveau délégué.

34. Le CCP a remercié la délégation des ONG pour son rapport. Le CCP a exprimé son soutien à la recommandation de considérer comme prioritaire l'assistance aux communautés et aux groupes vulnérables dans le cadre de la budgétisation et de la mise en œuvre programmatique, et a convenu du fait que cette assistance devrait être mieux reflétée dans le BPTI. Un membre du CCP a soutenu la proposition formulée par la délégation des ONG de prolonger le mandat du représentant de l'Amérique latine et des Caraïbes. Le CCP a recommandé que les mesures spécifiques demandées dans ce rapport soient étudiées dans le cadre du Groupe rédactionnel du CCP, avec transmission des recommandations à la séance plénière du CCP.

35. Le CCP a pris acte du Rapport de la Représentante des ONG.

2. Budget-plan de travail intégré de l'ONUSIDA 2004-2005

36. M. Gudmund Hernes (Directeur de l'Institut international de planification de l'éducation, UNESCO) a présenté le Budget-plan de travail intégré de l'ONUSIDA pour 2004-2005, avec le Dr Kathleen Cravero (Directrice exécutive adjointe de l'ONUSIDA), le Dr Suman Mehta (Coordonnateur VIH/SIDA, FNUAP), M. Mark Stirling (Administrateur général, VIH/SIDA, UNICEF) et le Dr Debrew Zewdie (Directeur de Programme, Banque mondiale). Le BPTI a été présenté en quatre parties : un aperçu, une description des consultations régionales, une description des consultations thématiques, qui avaient été organisées pour élaborer puis finaliser le BPTI, et le suivi et l'évaluation.

37. Dans l'aperçu, le Dr Cravero a décrit la façon dont le BPTI réunit les Coparrainants et le Secrétariat autour d'un plan conjoint biennal qui définit les priorités du Programme, ainsi que les contributions des Coparrainants et du Secrétariat en vue de réaliser des objectifs précis. En réponse aux décisions du CCP, le BPTI met fortement l'accent sur les activités et les ressources pour soutenir les pays dans leurs efforts d'intensification de leur riposte. Le BPTI est également orienté sur la réalisation des buts de l'UNGASS, qui ont été regroupés dans les six catégories qui constituent sa structure de base; il s'articule également autour des activités des Coparrainants, du Secrétariat, et des activités interinstitutions. Le BPTI relie les buts de l'UNGASS, les décisions du CCP, et les résultats chiffrés tangibles avec des indicateurs de réalisation mesurables.

38. Le budget de base est fixé à US\$ 250,5 millions, avec la proposition de répartition suivante : US\$ 85,7 millions pour les Coparrainants, US\$ 91,2 millions pour le Secrétariat, et US\$ 73,6 millions pour les activités interinstitutions. Un budget de base interinstitutions complémentaire, nécessaire pour mettre en œuvre l'intégralité des décisions du CCP, est fixé à US\$ 20 millions. Le BPTI total, qui inclut le budget de base, le budget de base interinstitutions complémentaire, et les ressources mondiales/régionales et supplémentaires propres des organismes coparrainants, se monte à US\$ 522,3 millions pour 2004-2005. Le Dr Cravero a fait état de la hausse de 76% des activités interinstitutions, résultat direct de l'affectation accrue de fonds à l'appui de l'intensification de la riposte à l'échelon pays, comme l'avait demandé le CCP. Également, la proportion de ressources de base allant aux niveaux pays ou région, par opposition à l'échelon pays, a augmenté, passant de 45% en 2002-2003 à 57% en 2004-2005. En outre, le volume des ressources des Coparrainants consacrées à l'échelon pays a augmenté de façon significative.

39. Le Dr Mehta a expliqué le rôle des consultations thématiques dans l'élaboration du BPTI 2004-2005. Compte tenu des désignations d'organismes coordonnateurs dans 13 domaines thématiques, le Secrétariat et les Coparrainants ont organisé des consultations thématiques afin d'être bien clair et de bien s'entendre sur les priorités programmatiques pour l'ONUSIDA. Les consultations thématiques ont servi à amener le Secrétariat, les Coparrainants ainsi que d'autres acteurs clés des Nations Unies, en tant que de besoin, à : a) dresser la carte des activités existantes ; b) identifier les enjeux et perspectives clés ; c) définir les priorités en matière de programmation ; d) revoir les plans provisoires de chacun de façon à affiner le centrage, combler les lacunes et supprimer le double emploi ; et e) élaborer des stratégies de façon à traduire les priorités programmatiques en opérations concrètes.

40. M. Stirling a décrit le rôle des consultations régionales dans l'élaboration du BPTI 2004-2005. Les consultations régionales ont été axées sur ce que peut faire l'ONUSIDA pour aider à intensifier l'action aux échelons pays, interpays et régional. Cinq consultations régionales ont eu lieu pour informer le Programme sur l'épidémie et la riposte au niveau régional, examiner l'avancement de la mise en œuvre du BPTI 2002-2003, recenser les lacunes et les créneaux d'activité, et s'entendre sur les priorités et les modalités d'action. À partir de ce processus, un cadre commun a été élaboré qui a pris en compte également les priorités régionales. Parmi les résultats, on peut citer des plans de travail régionaux interinstitutions arrêtés d'un commun accord et contrôlables, une meilleure définition des responsabilités des organismes coordonnateurs, une supervision plus intense de la part des directeurs régionaux, et une meilleure programmation conjointe. L'enjeu majeur demeure l'élargissement de l'aide technique et en matière de programmation, de façon à aider les pays à mettre à l'échelle voulue les interventions VIH.

41. Le Dr Zewdie a décrit la composante Suivi et Évaluation du BPTI. Le travail de suivi et d'évaluation dans le contexte de l'ONUSIDA peut être divisé en trois parties : a) le suivi au niveau mondial, par le Secrétariat, de l'exécution du BPTI, de l'action mondiale et des ressources mondiales ; b) le suivi au niveau national, assumé avec l'appui du Système d'information sur les ripostes pays

(CRIS) installé dans les locaux des Conseils nationaux sur le SIDA et comportant des indicateurs nationaux et sous-nationaux ; et c) un guidage normatif pour le suivi aux niveaux mondial et national, assumé par le Groupe de référence sur le suivi et l'évaluation (MERC). Une équipe d'appui au suivi et à l'évaluation en matière de VIH/SIDA au niveau mondial (GAMET), en place à la Banque mondiale, a également été créée pour soutenir le suivi et l'évaluation à l'échelon pays. Une consultation thématique sur le suivi et l'évaluation, lors du processus d'élaboration du BPTI, a permis de définir les priorités ONUSIDA pour le BPTI 2004-2005. Les buts dans le contexte du suivi et de l'évaluation sont notamment : a) bâtir un potentiel de suivi et d'évaluation, et le renforcer, à l'échelon pays ; b) contribuer à l'harmonisation du suivi et de l'évaluation ; et c) améliorer l'utilisation des systèmes et du potentiel à l'échelon pays.

42. Le CCP a remercié l'ONUSIDA pour son excellente présentation du BPTI, et de l'intérêt majeur des consultations interinstitutions dont le BPTI est issu. Le CCP a noté avec satisfaction que le budget est devenu plus facile à consulter et plus accessible. Il a souhaité que le BPTI ne soit pas seulement un document financier, mais également un système budgétaire qui répartisse les responsabilités, présente les ramifications financières, et guide la mise en œuvre. Le CCP a été satisfait de constater que le BPTI comprend un outil précieux qui soutient le Plan stratégique du système des Nations Unies sur le VIH/SIDA. Le CCP a également suggéré qu'à l'avenir, on s'efforce davantage de relier plus explicitement le budget et le rapport du Directeur exécutif, et de rendre le BPTI plus conforme aux principes de gestion axée sur les résultats. Un membre du CCP a demandé de plus amples informations concernant les efforts faits par le Secrétariat pour réduire les déficits possibles en matière de ressources. Un autre membre du CCP a suggéré que les réseaux de personnes vivant avec le VIH/SIDA contribuent davantage au processus de consultation aboutissant à l'élaboration du BPTI.

43. Compte tenu de l'ampleur et de l'urgence des problèmes que pose l'épidémie, le CCP a pris note de la responsabilité morale qu'ont les gouvernements de financer le BPTI et d'autres activités en rapport avec le VIH/SIDA, et de répartir les responsabilités de façon équitable, selon le principe du partage de la charge. Afin de mobiliser les fonds nécessaires, le CCP a reconnu la nécessité de trouver des fonds auprès d'un large éventail de donateurs. Les membres du CCP ont été d'avis que la répartition de la charge, en particulier entre les pays de l'OCDE, devait être plus juste. Un membre du CCP a proposé d'améliorer le financement au moyen d'une série d'accords négociés entre les états membres de l'OCDE, tout en conservant le caractère volontaire/librement consenti.

44. Le CCP a reconnu que le BPTI tient compte de l'urgence des tâches prochaines, telles qu'identifiées dans les six domaines de travail prioritaires. Le CCP a demandé de plus amples informations sur les politiques et les activités des Coparrainants dans le domaine du VIH/SIDA (et notamment leurs pôles d'excellence respectifs) et sur la façon dont les activités planifiées permettraient d'éviter le double emploi. Le CCP a constaté avec satisfaction que le BPTI tient compte des décisions du CCP, et a invité l'ONUSIDA à poursuivre ses efforts pour donner suite aux décisions en question – en particulier renforcer encore une approche de gestion stratégique pour le suivi des réalisations en cours et pour le remaniement programmatique du BPTI.

45. Le CCP a demandé l'élaboration de, et le consensus sur, un cadre commun de suivi et d'évaluation de l'action mondiale contre le VIH/SIDA, sous la direction de l'ONUSIDA. Il s'est félicité du document *Technical Supplement – Costed Results Matrix* (UNAIDS/PCB(14)/03. Document de conférence 3, 9 juin 2003), mais il a demandé de clarifier la mesure dans laquelle les indicateurs représentés sont reliés à ceux qui sont élaborés à l'échelon pays.

46. Le CCP a exprimé l'espoir que les domaines prioritaires identifiés dans le BPTI seront convertis en actions concrètes en consultation avec les administrateurs de programme de pays. Il a

également confirmé que tout devait être fait pour donner aux pays les moyens d'agir avec toute l'efficacité voulue à l'échelon pays. Un membre du CCP a recommandé que les groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA examinent avec les acteurs nationaux comment réaliser au mieux la mise en œuvre du BPTI. Le CCP a demandé de faire davantage apparaître dans le BPTI cet objectif primordial qu'est la réduction de la pauvreté, et le raccordement des activités du BPTI aux CSLP, SWAP et CCA/UNDAF. Le CCP a également demandé d'autres explications concernant la façon dont les activités planifiées allaient générer le changement nécessaire de comportement dans le contexte du VIH/SIDA.

47. Le CCP s'est déclaré satisfait de l'approche fondée sur les droits pour servir l'objectif d'égalité sexospécifique, et des ressources allouées à ce domaine d'activité. Il a suggéré de mettre de côté d'autres ressources pour des travaux précis en faveur des filles et des femmes, et de faire mieux ressortir ces efforts dans le budget. Le CCP a également suggéré que l'inclusion des interventions axées sur les femmes dans les plans nationaux serve d'indicateur de réalisation relativement à l'égalité sexospécifique.

48. En ce qui concerne l'allocation des ressources, le CCP a demandé d'affecter une proportion croissante des ressources du budget de base aux travaux à l'échelon pays et régional, et a envisagé avec intérêt la responsabilité morale accrue de l'ONUSIDA à l'échelon pays. Un membre du CCP a demandé que le Tableau 6 soit revu de façon à consacrer une plus grande part du budget aux efforts à l'échelon national et à soutenir la coopération Sud-Sud, qui s'est révélée si utile. Le CCP a été heureux de constater que la composante interinstitutions avait été renforcée, ce qui lui permettra davantage de donner suite aux décisions du CCP demandant d'améliorer la coordination et d'accroître l'efficacité de l'action à l'échelon pays, en particulier en matière de suivi et d'évaluation.

49. Le CCP a noté la réduction de la proportion de ressources pour le Secrétariat, et un membre du CCP s'est interrogé sur le réalisme de cette réduction, compte tenu des besoins croissants dans le domaine de la coordination, du pistage des ressources, et du suivi et de l'évaluation auxquels le Secrétariat doit répondre. Tout en reconnaissant que chaque région a ses propres besoins, qu'il est difficile de comparer, le CCP a demandé de plus amples informations concernant les critères utilisés pour l'allocation des ressources entre les régions. Quelques membres du CCP ont eu le sentiment qu'une trop petite part du budget était consacrée à l'Afrique, et un autre membre du CCP a eu le même sentiment concernant l'Amérique latine et les Caraïbes. D'autres membres du CCP se sont interrogés sur la suffisance des volumes de ressources alloués : a) aux activités pour le « moindre mal » dans le contexte de la consommation de drogues injectables ; b) aux programmes pour les femmes et les filles, en particulier dans les zones de conflit ; et c) au traitement, aux soins et à l'appui, en particulier compte tenu de l'objectif d'étendre le traitement de l'infection à VIH à 3 millions de personnes d'ici 2005.

50. Le CCP a examiné le projet de Budget-plan de travail intégré pour 2004-2005, et a approuvé ses stratégies et approches. Le CCP a approuvé le budget de base fixé à US\$ 250,5 millions, ainsi que la proposition de répartition de ces ressources entre les Coparrainants et le Secrétariat, et dans le budget interinstitutions. Le CCP a approuvé le budget de base interinstitutions complémentaire fixé à US\$ 20 millions, sous réserve de la disponibilité de fonds ; et il a pris note des ressources propres et des budgets complémentaires des Coparrainants pour le VIH/SIDA.

3. Mise à jour des informations financières et budgétaires pour la période du 1^{er} janvier 2002 – 31 mars 2003

51. Le Dr Kathleen Cravero (Directrice exécutive adjointe de l'ONUSIDA) a présenté l'information intermédiaire sur la gestion financière de l'exercice biennal 2002-2003, pour la période du 1^{er} janvier 2002 au 31 mars 2003 (UNAIDS/PCB(14)/03.4). Comme indiqué dans ce document d'information, un modeste solde de 2000-2001 a été reporté sur les ressources de base pour 2002-2003. Ce solde a soustrait le programme à des problèmes de trésorerie au cours des deux premiers mois de l'exercice, les nouvelles contributions reçues pour le financement du budget 2002-2003 ne se montant alors qu'à US\$ 7 millions. Le versement des contributions pour 2002-2003 a commencé à s'intensifier à partir de mars 2002, et une amélioration globale au niveau du ratio contributions/besoins en matière de financement programmatique s'est maintenue jusqu'au mois de novembre 2002, moment où il a été décidé de procéder au virement sur les comptes de l'ONUSIDA des US\$ 32,6 millions correspondant au solde de la part revenant aux coparrainants au titre du BPTI 2002-2003. En janvier 2003, il a été demandé au Programme d'avancer pour l'ensemble de l'année environ US\$ 17 millions afin de couvrir les salaires de 2003. Le Secrétariat a dû alors prendre sur le Fonds de réserve afin de combler le déficit de ressources en février 2003.

52. En ce qui concerne l'état global du financement du budget de base du BPTI 2002-2003, les contributions reçues à ce jour s'élèvent à US\$ 135,8 millions, soit plus de 71% des US\$ 190 millions correspondant au BPTI de base. Les dépenses à ce jour, depuis le début de l'exercice, s'élèvent à US\$ 133,5 millions, soit : US\$ 32,6 millions payés aux Coparrainants ; US\$ 29,9 millions pour les activités interinstitutions, et US\$ 71 millions pour les activités du Secrétariat et le personnel. Si l'on tient compte du transfert 'relance', en décembre 2001, des US\$ 32,6 millions pour les activités des Coparrainants programmées dans le BPTI 2002-2003, les dépenses réelles totales sur le BPTI 2002-2003 s'élèvent à US\$ 166,1 millions (US\$ 133,5 millions, plus US\$ 32,6 millions), soit un taux d'exécution financière de 87%. Les dépenses du Programme restant à assumer pour exécuter entièrement le BPTI de US\$ 190 millions d'ici au 31 décembre 2003 se montent à US\$ 23,9 millions. Vu que le taux d'exécution approchera vraisemblablement les 100%, il est nécessaire d'accélérer les contributions et de procéder aux versements promis en temps voulu, pour atteindre les objectifs en matière de ressources. Le Dr Cravero a conclu en attirant l'attention du CCP sur une Note d'Information faisant le point sur la construction des nouveaux locaux de l'ONUSIDA à Genève, signalant notamment les coûts supplémentaires s'y rattachant qu'il faudra assumer au cours du prochain exercice et après.

53. Le CCP a pris note de la mise à jour financière et budgétaire pour la période du 1^{er} janvier 2002 au 31 mars 2003, et a invité les gouvernements donateurs ainsi que les autres partenaires qui ne l'ont pas encore fait à verser leurs contributions au Budget-plan de travail intégré pour 2002-2003.

4. Rapport du Groupe de travail du CCP sur la gouvernance de l'ONUSIDA

54. Le rapport du Groupe de travail du CCP sur la gouvernance de l'ONUSIDA (UNAIDS/PCB(14)/03.5) a été présenté par le Dr Martine Berger (Suisse) et par M. André Basse (Sénégal), co-présidents de ce Groupe de travail créé par le CCP à sa 13^{ème} réunion à Lisbonne en décembre 2002. L'objectif du Groupe de travail était de rédiger un rapport à l'intention du CCP, qui inclurait un ensemble de recommandations destinées à faciliter l'exécution du mandat de l'ONUSIDA grâce à une gouvernance plus efficace et efficiente. Les recommandations étaient censées porter sur les questions de gouvernance de l'ONUSIDA, à savoir les rôles, les responsabilités, les pouvoirs et les obligations redditionnelles ; la composition du CCP ; les méthodes de travail du CCP ; les rapports

avec les autres organes directeurs, en particulier ceux des organismes coparrainants ; et les liens entre le COC et le Secrétariat. Le Rapport des co-présidents donnait les résultats du Groupe de travail ; neuf recommandations avaient été acceptées à l'unanimité, et trois recommandations partiellement seulement.

55. Les co-présidents ont noté que le Groupe de travail n'avait pas totalement atteint ses objectifs en raison du délai serré et de l'incapacité du Groupe de travail de trouver des compromis. Les co-présidents ont déclaré que les recommandations sur lesquelles aucun accord n'avait été trouvé concernaient les rôles, la composition du CCP, et les liens entre le COC et le Secrétariat. Ils ont également expliqué que parfois la distinction entre « direction » et « gouvernance » était diversement perçue au sein du Groupe de travail. En conclusion, les co-présidents ont noté que, si le Groupe de travail n'était pas parvenu à s'entendre sur tout, il avait toutefois élaboré quelques recommandations utiles et pratiques sur lesquelles s'appuyer pour améliorer les méthodes de travail du CCP.

56. Le Professeur M. Fernando Aires Alves Nunes Ventura (Coordonnateur, Commission nationale contre le VIH/SIDA, Portugal), représentant le Portugal, Président sortant du CCP, a présenté le Rapport de la Session conjointe des Conseils d'administration du PNUD, du FNUAP, de l'UNICEF et du PAM, organisée à New York le 9 juin 2003 et intitulée « HIV/AIDS : Addressing the recommendations of the UNAIDS Five-Year Evaluation ». Il a déclaré que la réaction positive de l'ONUSIDA à l'évaluation avait été constatée, avec un appel renouvelé à une riposte axée sur les résultats, flexible et novatrice, compte tenu de la nature dynamique de l'épidémie. En particulier, les participants ont cité des domaines majeurs auxquels il faut s'attaquer plus complètement, notamment l'érosion rapide du potentiel humain dans les pays affectés, ainsi que la stigmatisation, la discrimination et l'inégalité sexospécifique. Dans la plupart des exposés, il était sous-entendu que la programmation conjointe devait être encore renforcée, en particulier à l'échelon pays, avec une plus grande clarté dans l'action de la part des Coparrainants sur les questions thématiques.

57. Pour une interaction accrue entre les Conseils d'administration des Coparrainants et le CCP, trois propositions ont été faites : a) avoir un point permanent à l'ordre du jour de chaque Conseil d'administration, sur les recommandations et décisions du CCP, en vue de garantir leur intégration dans les travaux des Coparrainants ; b) intensifier la coordination à l'échelon pays par le biais des mécanismes de pays existants ; et c) organiser des missions conjointes sur le terrain pour les Membres des Conseils d'Administration des Coparrainants et du CCP, axées sur le VIH/SIDA, et préparées en coopération avec le Secrétariat de l'ONUSIDA. Il a été prévu de rapporter ces propositions à chacun des Conseils d'administration pour examen et mise en application. Le Professeur Ventura a conclu en évoquant le haut niveau d'engagement au sein des conseils d'administration représentés à la réunion et leur ferme conviction de la nécessité de prendre chacun des mesures cohérentes et immédiates pour garantir des résultats effectifs et bien coordonnés. Le CCP a remercié le Professeur Ventura pour son rapport et ses recommandations importantes.

58. Le CCP a exprimé sa satisfaction aux co-présidents du Groupe de travail pour les travaux qu'ils avaient effectués sur ces aspects difficiles et complexes. Certains membres ont noté, toutefois, que le processus n'avait pas été totalement satisfaisant. Sur les questions de gouvernance, plusieurs membres du CCP ont déclaré qu'ils voulaient voir le processus d'évaluation prendre fin à cette réunion, et qu'il fallait éviter de poursuivre tous ces processus, avec encore d'autres examens et études. D'autres membres du CCP ont toutefois eu le sentiment que, du fait du délai trop serré et de l'importance de ces questions, il fallait poursuivre l'examen des questions de gouvernance au-delà de cette 14^{ème} réunion du CCP. Le CCP a demandé instamment que toutes les décisions concernant la gouvernance soient prises dans le contexte du processus en cours de réforme des Nations Unies, dont l'ONUSIDA et ses Coparrainants font partie, y compris celles reflétées dans les Cadres d'aide au

développement des Nations Unies (UNDAF) et le Système des Coordonnateurs Résidents des Nations Unies. Un certain nombre de membres du CCP ont souhaité avoir un ensemble plus condensé, plus centré, de recommandations concernant la gouvernance.

59. Le CCP a pris note du défi de développer une plus grande cohésion au niveau des positions concernant le travail dans le domaine du VIH/SIDA au sein des Nations Unies et, en particulier entre le CCP et les Coparrainants. Un membre du CCP a suggéré que le CCP recommande l'inclusion, en tant que point permanent à l'ordre du jour de chaque réunion des conseils exécutifs des Coparrainants, d'un rapport sur les activités mises en œuvre et les dépenses pour le VIH/SIDA. Notamment, ceci permettrait de garantir la transparence au niveau de l'affectation des ressources à la fois dans le cadre du BPTI et concernant les ressources propres de chacun des Coparrainants.

60. Le CCP a exprimé sa satisfaction devant la participation à haut niveau des Coparrainants à cette réunion du CCP. Ceci a été perçu comme un pas en avant considérable en vue de mieux refléter les fonctions des Coparrainants et de renforcer la coordination aux niveaux mondial et pays. Le CCP a convenu qu'il serait bon de poursuivre les efforts visant à améliorer l'échange d'information entre les Coparrainants et le CCP. Certains membres du CCP ont été d'avis que les missions conjointes sur le terrain des membres des Conseils d'administration des Coparrainants constitueraient une occasion importante pour eux de constater par eux-mêmes les réalisations sur le terrain et d'être en prise directe avec les réalités à l'échelon pays. Le CCP a confirmé qu'un processus élargi d'échange d'information avait été entamé et qu'il se poursuivrait notamment sous forme d'inclusion, dans l'ordre du jour des réunions des Conseils d'administration des Coparrainants, d'un point sur le VIH/SIDA. Le CCP a également convenu qu'il devrait à l'avenir organiser des débats ou tables rondes thématiques.

61. Le CCP a demandé de faire des efforts pour améliorer la coordination entre les Coparrainants à l'échelon pays. Evoquant les mécanismes de coordination pays, un membre du CCP a recommandé que l'ONUSIDA soit renforcé à l'échelon pays en conférant au Coordonnateur de l'ONUSIDA dans le pays davantage de visibilité et de pouvoirs, et que le responsable du mécanisme de coordination dans chaque pays soit membre du Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH/SIDA, de façon à insérer dans les délibérations des Groupes thématiques les questions des donateurs bilatéraux et autres parties prenantes. En ce qui concerne la proposition d'annexe au Rapport annuel du Coordonnateur Résident sur les activités du Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH/SIDA, un membre du CCP a suggéré que cette annexe ne contienne pas seulement des informations sur la coopération interne des Nations Unies, mais également sur la coopération avec les pouvoirs publics, la société civile et le secteur privé.

62. Le CCP n'a pas jugé nécessaire d'apporter des changements aux résolutions ECOSOC portant création de l'ONUSIDA. Les membres du CCP ont été d'avis que ces résolutions permettaient au CCP de revoir et d'actualiser ses rôles et responsabilités sur le plan de la gouvernance de façon à refléter les changements contextuels de l'ONUSIDA et l'entrée de nouveaux acteurs dans la riposte élargie. Certains membres du CCP ont souligné la nécessité d'une plus grande clarté dans les modalités de sélection des membres du CCP.

63. Certains membres du CCP ont soutenu la recommandation de créer un bureau afin d'aider le CCP dans l'exercice de ses fonctions. En se basant sur son expérience, un ancien Président du CCP, aujourd'hui observateur au sein du CCP, a décrit trois aspects potentiellement positifs de la création d'un bureau : a) un Président davantage en mesure de structurer les consultations et la prise de décisions concernant certains documents et certaines questions ; b) un meilleur feed-back des Coparrainants et des membres des ONG ; et c) un plus grand soutien au Vice-président, au moment venu de son acheminement vers la présidence.

64. D'autres membres du CCP n'ont pas souscrit à l'idée de créer un tel bureau. Un certain nombre de membres du CCP n'ont pas voulu approuver la création d'un bureau tant que la clarté ne serait pas faite sur sa composition, ses responsabilités, ses modalités décisionnelles et son lien avec le CCP. Certains membres du CCP ont demandé instamment que, en cas de création d'un bureau : a) les dépenses rattachées aux transactions soient contenues ; b) la création de nouvelles méthodes de travail soit minimale ; et c) le bureau se compose d'un petit nombre de représentants choisis en toute clarté. Certains membres du CCP ont été d'avis qu'il ne serait pas bon de confier au bureau la responsabilité d'entériner la version finale des décisions du CCP, qui incombait plus légitimement à l'ensemble du CCP.

65. Les membres du CCP ont considéré qu'il serait bon pour le CCP de recevoir le Rapport du Directeur exécutif de l'ONUSIDA à l'ECOSOC, mais qu'il ne serait pas justifié que le CCP revoie ce rapport avant que le Directeur exécutif le fasse paraître.

66. Le Président a résumé le débat, soulignant que le CCP était d'accord sur certaines questions, mais pas sur d'autres. Sous sa conduite, le groupe de rédaction du CCP a cristallisé les recommandations pour examen par le CCP en séance plénière.

5. Rapports d'activité

5.1 Mémoire d'Accord entre l'ONUSIDA et le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme

67. Le Dr Kathleen Cravero (Directrice exécutive adjointe de l'ONUSIDA) et le Dr Purnima Mane (Directrice principale du Portefeuille du Fonds, et Directrice pour l'Asie, au Fonds mondial) ont présenté les rapports d'activités concernant la conclusion du Mémoire d'Accord entre l'ONUSIDA et le Fonds mondial (UNAIDS/PCB(14)/03.7). Le Dr Cravero a signalé que le Mémoire d'Accord soumis au CCP avait été finalisé en consultation avec le Secrétariat du Fonds mondial et avec les Coparrainants de l'ONUSIDA conformément aux principes arrêtés lors des précédentes réunions du CCP. Le Dr Cravero a été heureuse d'informer le CCP que le Conseil d'Administration du Fonds mondial avait approuvé le Mémoire d'Accord sans changements, en juin 2003. Le Mémoire d'Accord définit les rôles et responsabilités de l'ONUSIDA et du Fonds mondial, reconnaissant le Fonds en tant qu'important nouveau mécanisme de financement, et l'ONUSIDA en tant que source principale d'analyses stratégiques, de conseils en matière de politique, et d'expertise technique, pour aider les pays à accéder aux ressources du Fonds mondial et à mettre en œuvre les projets.

68. Le Dr Cravero a présenté le Mémoire d'Accord comme un cadre qui allait permettre au Secrétariat et aux Coparrainants de développer leur collaboration avec le Fonds mondial, en particulier à l'échelon pays. Elle a réaffirmé que les relations définies dans le Mémoire d'Accord suivent déjà bien leur cours. Le Secrétariat et les Coparrainants de l'ONUSIDA aident les pays à accéder aux ressources du Fonds, et notamment en soutenant la création et le fonctionnement des Mécanismes de coordination pays (MCP), l'élaboration de propositions valables, en aidant les MCP à donner suite aux commentaires du Groupe d'examen technique, et en soutenant la mise en œuvre dans les pays qui ont bénéficié de fonds.

69. Le Dr Cravero a réaffirmé la détermination de l'ONUSIDA à contribuer à la réussite du Fonds mondial. Elle a également signalé que, à ce jour, rien que le coût de l'appui du Secrétariat au Fonds

mondial atteignait presque les US\$ 3 millions. De ce fait, la couverture partielle de cet appui était reflétée dans le BPTI pour 2004-2005, sachant que le Secrétariat et les Coparrainants vont devoir continuer d'investir un volume substantiel de ressources financières et humaines à l'échelon pays pour soutenir à la fois l'élaboration et la mise en œuvre des propositions. Elle a souligné que l'appui du CCP était capital si l'on voulait que l'ONUSIDA continue de jouer son rôle complémentaire et contribue à veiller au rendement positif des investissements des donateurs par le biais du Fonds mondial.

70. Le Dr Mane a remercié le CCP de l'occasion qui lui était donnée de décrire les progrès réalisés quant à la conclusion du Mémorandum d'Accord entre l'ONUSIDA et le Fonds mondial. Elle a réaffirmé que ce Mémorandum d'Accord servait à officialiser et à renforcer les relations suivies de travail concerté avec l'ONUSIDA, ce à quoi le Fonds mondial tient beaucoup. Elle a souligné que les rôles de l'ONUSIDA concernant l'offre au Fonds, en particulier au Groupe d'examen technique, de l'analyse stratégique et d'orientations concernant l'épidémie, ainsi que l'offre d'un soutien technique aux pays dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des propositions, ont été déterminants pour le fonctionnement du Fonds. Elle a indiqué que l'ONUSIDA et le Fonds mondial s'acheminent vers une collaboration renforcée dans les domaines du suivi et de l'évaluation, de la mobilisation des ressources et du plaidoyer. Elle a conclu en exprimant la satisfaction du Fonds mondial devant l'esprit de collaboration dans lequel le Mémorandum d'Accord avait été arrêté, mais, et surtout, devant la façon dont l'ONUSIDA et le Fonds mondial collaborent.

71. Le CCP s'est félicité de la conclusion de ce Mémorandum d'Accord, voyant en lui un outil précieux avec lequel officialiser les relations entre l'ONUSIDA et le Fonds mondial. Il a considéré le Mémorandum d'Accord comme un cadre constructif de coopération dans le domaine de l'appui technique au pays en matière d'analyse, de conseils sur les politiques, de suivi et d'évaluation, de mobilisation des ressources et de plaidoyer. Le CCP s'est de nouveau déclaré convaincu que la coopération entre l'ONUSIDA et le Fonds mondial devait se fonder sur les points forts de chacun en vue de promouvoir au niveau mondial l'autodétermination, le leadership et le développement de la capacité, dans le cadre de la riposte au VIH/SIDA. Le CCP a confirmé de nouveau que selon lui le Fonds mondial devait fonctionner comme un mécanisme permettant de susciter l'apport d'un soutien complémentaire aux pays pour leur lutte contre le VIH/SIDA. Un membre du CCP a suggéré de mentionner cela bien clairement dans le Mémorandum d'Accord. A cet égard, le Fonds mondial ne doit pas remplacer la coopération bilatérale et multilatérale.

72. Le CCP attend du Mémorandum d'Accord qu'il aide les pays bénéficiaires sur le plan de la gestion programmatique, du suivi et de l'évaluation ainsi que de l'appui technique dans le cadre des cycles de planification, autant de domaines qui ont posé problème à l'échelon pays. Le CCP a également confirmé les différents rôles de l'ONUSIDA, par exemple apporter son expertise technique en matière de politique et de stratégies à l'échelon pays afin d'aider à l'élaboration de propositions de qualité et à leur mise en œuvre. Le CCP s'est félicité de l'accent mis dans le Mémorandum d'Accord sur l'harmonisation du suivi et de l'évaluation, et espère que les efforts à venir d'harmonisation prendront appui sur les paramètres ONUSIDA existants relatifs au suivi et à l'évaluation. Le CCP a reconnu le volume conséquent de travail supplémentaire que représentait pour l'ONUSIDA l'appui qu'il offre aux Fonds. Il a fait remarquer qu'un Fonds mondial solide avait besoin d'un système des Nations Unies solide, et il a demandé aux donateurs de bien tenir compte de cela au moment des annonces de contribution à l'ONUSIDA.

73. Le CCP a demandé un point sur les relations entretenues et sur l'application du Mémorandum d'Accord, peut-être dans le prochain rapport du Directeur exécutif. Un membre du CCP a demandé instamment que les pays bénéficiaires participent à l'examen de ces relations définies dans le

Mémorandum d'Accord, et que le Mémorandum d'Accord soit largement diffusé aux pays potentiellement bénéficiaires, de sorte qu'ils soient parfaitement informés du soutien qu'ils peuvent attendre de l'ONUSIDA, et notamment les possibilités d'accès aux ressources concernant l'appui concédé par le biais des Fonds d'Accélération programmatiques et autres dispositifs des Coparrainants. Un membre du CCP a constaté avec inquiétude que les coûts de l'assistance technique durant la mise en œuvre étaient souvent insuffisamment couverts, ajoutant que les Bénéficiaires principaux devraient être autorisés à « acheter » cette assistance, notamment auprès des organismes des Nations Unies, avec les subventions du Fonds mondial. Le Représentant du Fonds mondial a confirmé que ceci était possible.

74. Citant le fait que certains partenariats régionaux avaient déjà bénéficié de l'appui technique et financier du Fonds mondial, un membre du CCP a proposé que le Mémorandum d'Accord soit révisé de façon à faire mention des mécanismes de coordination régionaux et des activités de l'ONUSIDA au niveau régional. Il a été proposé d'ajouter le mot « régional » dans l'ensemble du document, le cas échéant, et que le groupe de mots « mécanisme de coordination régionale » soit ajouté lorsqu'il existe un « mécanisme de coordination pays ».

75. Les membres du CCP ont soulevé une question de procédure concernant la validité actuelle du Mémorandum d'Accord et le délai d'approbation du CCP, et ils ont demandé que ceci soit clarifié et que l'approbation du CCP soit mieux synchronisée avec d'éventuels examens ou révisions futurs du Mémorandum d'Accord.

76. Le CCP a approuvé le Mémorandum d'Accord avec les amendements.

5.2 Plan stratégique du système des Nations Unies sur le VIH/SIDA (2001-2005)

77. Le Dr Weravit Sittitjai (Directeur du Groupe de Coordination et de Développement du Programme, ONUSIDA) a fait le point sur le Plan stratégique du système des Nations Unies sur le VIH/SIDA (2001-2005) (UNAIDS/PCB(14)/03.6). Le Dr Sittitjai a signalé que ce Plan stratégique constitue un instrument unique dans le système des Nations Unies et un exemple majeur de la réforme des Nations Unies en cours. Le Plan stratégique reflète la reconnaissance par le système des Nations Unies du fait que le VIH/SIDA représente un défi sans précédent et à multiples facettes, qui nécessite la pleine utilisation des pôles d'excellence et de l'expertise de chacune des organisations, pour contrer l'épidémie. En février 2003, le Groupe consultatif interinstitutions sur le VIH/SIDA (IAAG) a convenu d'actualiser le Plan stratégique de façon à prendre en compte la Déclaration d'Engagement, les réalités actuelles de l'épidémie, les décisions du CCP suite à l'évaluation sur cinq ans, et d'autres faits marquants récents. Au cours des derniers mois, 18 institutions sur 29, y compris le Secrétariat et les Coparrainants de l'ONUSIDA, ont chacune actualisé leur plan à partir d'un cadre commun. Le Secrétariat continuera de collaborer avec les autres institutions des Nations Unies afin d'achever la mise à jour de leur plan. Une autre institution des Nations Unies s'est ralliée au Plan stratégique, portant à 30 le nombre total d'institutions participant au Plan stratégique.

78. Le Dr Sittitjai a décrit l'avancement de la mise en œuvre du Plan stratégique depuis 2001, le nouveau contexte dans lequel s'inscrivent maintenant les efforts de l'ONUSIDA, et les priorités clés du Plan stratégique actualisé en 2003-2005. Ces priorités sont les suivantes : a) renforcer le leadership des Nations Unies en particulier à l'échelon pays ; b) rendre l'information stratégique accessible et plus utile à tous les niveaux ; c) renforcer les activités de suivi et d'évaluation ; d) renforcer le développement des partenariats, en particulier avec la société civile et le secteur privé ; e) renforcer la mobilisation des ressources financières et techniques ; f) élargir la riposte du secteur du développement dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA ; et g) améliorer la coordination, l'effectivité, le

développement de la capacité, et la responsabilité morale de la riposte des Nations Unies. Le Dr Sittitrai a terminé en citant la demande formulée par le CCP de procéder à un examen à moyen terme du suivi des résultats, afin de mesurer les progrès collectifs du système des Nations Unies en ce qui concerne la mise en œuvre du Plan stratégique. Le Secrétariat examinera avec les Coparrainants et d'autres institutions participant au Plan stratégique les modalités de cet examen à moyen terme, en prévision de l'élaboration et de la soumission du rapport à l'IAAG et au CCP en 2004.

79. Le CCP a accueilli favorablement le rapport de situation sur le Plan stratégique du système des Nations Unies sur le VIH/SIDA. Le CCP a reconnu que le système des Nations Unies constitue une ressource énorme pour parvenir un jour à maîtriser l'épidémie. L'action du système des Nations Unies peut couvrir un large éventail d'aspects – de l'action spécifique en fonction du mandat de chaque institution et de la mise en œuvre des stratégies sur le lieu de travail des Nations Unies, à l'apport de ressources pour contrer le VIH/SIDA. Il a demandé que des efforts soient faits pour utiliser pleinement le système des Nations Unies en tant que ressource. Le CCP a déclaré que la clé de la riposte mondiale est de montrer comment le système des Nations Unies apporte ses plus aux niveaux mondial, régional et pays. Vu la rareté de la documentation sur le VIH/SIDA relative aux demandes de programmes et d'activités à tous les niveaux, il faut rendre plus visibles l'impact et les retombées favorables du travail du système des Nations Unies. Le CCP a demandé instamment que le BPTI et le Plan stratégique soient reliés de façon à jouer la carte de la complémentarité, en évitant tout double emploi. Il a également appelé à davantage de clarté concernant les ripostes au VIH/SIDA de chacune des organisations, et le volume des ressources qu'elles affectent et dépensent pour les activités VIH/SIDA. Il a invité les organismes donateurs à soumettre cette question aux réunions des conseils d'administration respectifs des institutions des Nations Unies, et à garantir la cohésion entre leurs diverses interventions multilatérales.

80. Le CCP attend avec intérêt l'examen à moyen terme du Plan stratégique et a demandé la mise à disposition en temps voulu d'un supplément d'information sur cet examen et sur ses modalités. Compte tenu du peu de temps imparti pour examiner le Plan stratégique, un membre du CCP a demandé le droit de revoir le rapport et de transmettre ses commentaires au Secrétariat, le cas échéant.

81. Le CCP a pris note des progrès à ce jour et des activités en cours concernant le suivi des réalisations et l'actualisation du Plan stratégique (2001-2005).

6. Prochaines réunions du CCP

82. Le Dr Kathleen Cravero (Directrice exécutive adjointe de l'ONUSIDA) a proposé des dates pour les réunions du CCP en 2004, 2005 et 2006. En général, il a été proposé que les réunions annuelles du CCP se tiennent à la fin du mois de juin, et les réunions thématiques à mi-décembre. En particulier, il a été proposé de tenir la 15^{ème} réunion du CCP les 23 et 24 juin 2004 à Genève, la 16^{ème} réunion les 14 et 15 décembre 2004 (lieu à confirmer), la 17^{ème} réunion les 28 et 29 juin 2005 à Genève, la 18^{ème} réunion les 27 et 28 juin 2006 à Genève, et la 19^{ème} réunion les 12 et 13 décembre 2006 (lieu à confirmer).

83. Le CCP a approuvé les dates proposées pour les prochaines réunions du CCP.

7. Autres questions

84. Le Président a salué l'entrée au sein du CCP du Dr Nafis Sadik, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies concernant le SIDA en Asie et dans le Pacifique, et l'a invitée à faire une déclaration. Le Dr Sadik a exprimé sa satisfaction d'avoir été invitée à cette réunion, ce qui lui donnait notamment l'occasion de transmettre les préoccupations du Secrétaire général des Nations Unies concernant le VIH/SIDA. Le Dr Sadik a souligné que, face à la propagation ininterrompue du VIH et en dépit de tout ce qui a été dit et fait pour la freiner, l'une des tâches clés consiste encore et toujours à convaincre les autorités nationales et locales dans certaines parties de l'Asie de prendre les mesures urgentes qui s'imposent pour lutter contre le VIH/SIDA. S'il est vrai que des changements d'attitudes sont intervenus chez les dirigeants asiatiques, peu sont disposés à affronter des réalités qui gênent ou à se lever pour dire ce qui doit être dit. En particulier, les dirigeants ont besoin d'outils, tout spécialement du vocabulaire approprié pour aborder publiquement les questions de santé sexuelle et reproductive. Le Dr Sadik a dit que bon nombre de dirigeants continuent à fonctionner sur l'illusion que l'épidémie va se limiter aux professionnel(le)s du sexe, aux consommateurs de drogues et aux hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, sans prendre conscience du fait que ces personnes ont non seulement des droits et des besoins légitimes, mais également qu'elles se mélangent au reste de la population. Le Dr Sadik a décrit ses efforts pour travailler aux côtés des commissions des droits de la personne humaine et autres groupes œuvrant dans ce même domaine, en vue de protéger les droits des personnes les plus vulnérables, telles que les professionnel(le)s du sexe, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, et les personnes vivant avec le VIH/SIDA, de changer les lois et d'inciter à la dépénalisation dans les pays où de telles lois existent. Elle a réaffirmé que, en Asie, la vulnérabilité des filles et des femmes au VIH/SIDA due à la violation de leurs droits de personnes humaines et à leur privation d'autonomie constitue un problème crucial.

85. Le Dr Sadik a également souligné que si le potentiel de propagation en Asie et dans le Pacifique demeure énorme, le potentiel d'efforts de prévention pouvant marcher l'est tout autant. Elle a demandé instamment au CCP ainsi qu'à l'ensemble de la communauté internationale d'accorder davantage d'attention à l'Asie et au Pacifique, où une épidémie majeure de VIH/SIDA est imminente. De nombreux pays de cette région demandent l'élaboration de programmes régionaux et interpays afin de s'attaquer aux problèmes pressants qui appellent une coordination interpays. A l'échelon pays, un système de budget-plan de travail intégré, décidé par les organes délibérants, permettrait également à l'ONUSIDA de faire son travail de façon plus efficiente et efficace. Actuellement, les programmes des Nations Unies à l'échelon pays consistent principalement en projets individuels, et la coordination repose davantage sur des arrangements entre individus qu'entre institutions. Il n'y a pas non plus de démarcation claire des responsabilités. Elle a insisté sur le fait que la coordination ne doit pas se limiter aux Nations Unies, mais qu'elle doit également inclure les donateurs bilatéraux et les autres donateurs au niveau international, ainsi que les acteurs nationaux. Elle a demandé au CCP d'étudier l'importance de la présence à l'échelon pays d'une personne qui soit pleinement responsable, investie des pouvoirs appropriés. A cet égard, elle a recommandé que l'ONUSIDA renforce les pouvoirs des Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans les pays. Elle a conclu en réaffirmant que le SIDA constitue la plus grave menace pour le développement que les pays aient jamais connue, et que cette maladie va continuer d'exiger une riposte extraordinaire.

86. Le CCP a souligné les commentaires du Dr Sadik concernant la nature chaotique de la situation des donateurs à l'échelon pays, ce qui sape les efforts, avec les initiatives des uns annulant dans certains cas celles des autres. Il a demandé instamment que les gouvernements bénéficiaires donnent l'impulsion et demandent les améliorations nécessaires en matière de coordination entre les donateurs et les autres acteurs internationaux. Le CCP a confirmé la nécessité d'un vocabulaire approprié pour aborder les questions en rapport avec le sexe et la consommation de drogues. Soulignant que ces

questions sont liées aux sensibilités culturelles et que la société civile est plus susceptible que le gouvernement de faire avancer les choses, le CCP a demandé que l'ONUSIDA continue de promouvoir la participation accrue de la société civile et des personnes vivant avec le VIH/SIDA, qui peut nettement contribuer à améliorer la riposte à l'échelon pays. Un membre du CCP a souligné le rôle important de la consommation de drogues dans la propagation de l'épidémie, en particulier en Asie et dans certaines autres régions, et insisté sur la nécessité pour le CCP d'examiner plus à fond la riposte au regard de la consommation de drogues injectables. Un membre du CCP a fait ressortir la nécessité d'une réelle législation commune et d'autres efforts conjoints concernant la protection des droits de la personne humaine, la sécurité transfusionnelle et d'autres questions. Ce même membre a également suggéré l'instauration de liens plus étroits entre les initiatives dans le domaine du VIH/SIDA et les programmes garantissant la mise à disposition de services de santé infantile et reproductive. Un autre membre du CCP a utilisé l'expression «principe de la dernière chance» pour demander aux gouvernements d'agir avant que les gens ne contractent l'infection et de se pencher sur le problème du non-respect des droits humains, qui contribue à la progression de l'épidémie.

87. Le CCP a pris note de la déclaration du Dr Sadik.

8. Adoption des décisions, recommandations et conclusions

88. Les décisions, recommandations et conclusions de la 14^{ème} réunion du CCP ont été rédigées par un Groupe rédactionnel du CCP constitué au début de la réunion. Ces décisions, recommandations et conclusions ont été examinées et adoptées en séance plénière avant la clôture de la réunion. Elles sont énoncées à l'Annexe 2. Le Président du Groupe rédactionnel et les participants à ce groupe ont été remerciés pour l'excellent travail qu'ils ont fourni.

Annexe 1

ORDRE DU JOUR

Quatorzième réunion

Genève, 26-27 juin 2003

Lieu: Salle du Conseil d'administration, Bureau international du Travail, 4, Route des Morillons, 1211 Genève

Horaire: 09h00-12h30 et 14h00-17h00

Ordre du jour provisoire

1. Ouverture :

1.1 Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour provisoire

1.2 Election du Bureau

1.3 Examen des rapports de la douzième et de la treizième réunion

1.4 Rapport du Directeur exécutif, 2002-2003

1.5 Rapport du Président du Comité des Organismes coparrainants

1.6 Rapport du représentant des ONG

2. Budget-plan de travail intégré de l'ONUSIDA 2004-2005

3. Information financière et budgétaire sur la période 1^{er} janvier 2002 - 31 mars 2003

4. Rapport du Groupe de travail du CCP sur la gouvernance de l'ONUSIDA

5. Rapports d'activité :

5.1 Mémoire d'Accord entre l'ONUSIDA et le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme

5.2 Plan stratégique du Système des Nations Unies sur le VIH/SIDA 2001-2005

6. Prochaine réunion du CCP

7. Autres questions

8. Adoption des décisions, recommandations et conclusions

Annexe 2

DECISIONS, RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS

Point 1.1 de l'ordre du jour : Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour provisoire

1. Le CCP adopte l'ordre du jour provisoire tel qu'amendé.

Point 1.2 de l'ordre du jour : Election du Bureau

2. La Zambie est élue Président, le Canada est élu Vice-président et les Pays-Bas sont élus Rapporteur.

Point 1.3 de l'ordre du jour : Examen des rapports des douzième et treizième réunions

3. Les membres du CCP adoptent le rapport de la douzième réunion et le rapport de la treizième réunion, tels qu'amendés.

Point 1.4 de l'ordre du jour : Rapport du Directeur exécutif

4. Compte tenu du besoin considérable d'appui supplémentaire aux pays dans la mise en œuvre d'actions visant à atteindre les objectifs et cibles de la Déclaration d'engagement de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (UNGASS) sur le VIH/SIDA, le CCP note et approuve le fait que le Secrétariat de l'ONUSIDA prévoit d'assurer à l'échelon pays un soutien technique plus grand, notamment dans les domaines du suivi et de l'évaluation, de la mise en place de partenariats et de la mobilisation des ressources.
5. Le CCP demande à l'ONUSIDA de promouvoir l'harmonisation et la simplification des règles, procédures et opérations afin de rendre plus efficaces la planification et la mise en œuvre dans les pays, et encourage les autres partenaires du développement à faire de même.
6. Le CCP prend note des progrès réalisés dans la mise en œuvre de sa décision de décembre 2002 de placer des Coordonnateurs de Programme (ONUSIDA) dans un plus grand nombre de pays et reconnaît que leur rôle est essentiel au bon fonctionnement des Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA et des Equipes de pays des Nations Unies.
7. Le CCP note le rôle crucial que joue l'ONUSIDA dans l'évaluation des besoins mondiaux en ressources pour l'action contre le VIH/SIDA et dans le suivi des flux financiers, et la mesure dans laquelle ceci contribue à la mobilisation des ressources. Le CCP demande instamment à l'ONUSIDA, et en particulier au Secrétariat, de redoubler d'efforts, en association avec les partenaires mondiaux, régionaux et nationaux concernés, en vue de localiser des ressources.
8. Le CCP note avec satisfaction que l'ONUSIDA apporte aux pays un appui essentiel en les aidant à obtenir un financement pour leur programme national de lutte contre le SIDA auprès de divers instruments financiers comme le Programme plurinational de lutte contre le VIH/SIDA (PPS) de la

Banque mondiale et le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme et d'autres mécanismes multi- et bilatéraux, et invite l'ONUSIDA à poursuivre ses activités dans ce domaine.

9. Le CCP note avec inquiétude la féminisation croissante de l'épidémie, met en relief le rôle central des femmes dans la riposte au VIH/SIDA, et se félicite de ce que l'ONUSIDA prévoit de mener une campagne d'envergure en vue d'augmenter l'accès des femmes aux services de prévention et de soins du VIH, de favoriser l'éducation des filles, de lutter contre la violence à l'égard des femmes et de militer pour les droits juridiques et la sécurité économique des femmes (y compris les droits à la propriété et à l'héritage).
10. Le CCP demande instamment à l'ONUSIDA de prendre toutes les mesures nécessaires, en association avec d'autres institutions des Nations Unies, notamment le Programme alimentaire mondial et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, pour coordonner la riposte du système des Nations Unies à l'effet conjugué du VIH/SIDA et de l'insécurité alimentaire, surtout en Afrique subsaharienne, par l'intégration des actions d'urgence, et des actions humanitaires et de développement, les possibilités de programmation conjointe, et l'intégration du VIH/SIDA dans les évaluations de la vulnérabilité et les processus d'appels de fonds unifiés.
11. Le CCP demande instamment à l'ONUSIDA d'intensifier les activités menées actuellement de concert avec ses partenaires pour lutter contre les effets de la stigmatisation, de la discrimination et de la marginalisation, et d'encourager les gouvernements à sauvegarder les droits des populations vulnérables et des personnes vivant avec, et affectées par, le VIH/SIDA.
12. Le CCP prend note des progrès considérables de la prévention, des soins et de la prise en charge du VIH/SIDA ainsi que des services de soutien grâce à une plus grande autorité morale et à un engagement politique plus fort, à des ressources financières accrues et à des médicaments et produits pour le VIH moins onéreux. Le CCP demande à l'ONUSIDA de continuer à œuvrer dans ces domaines et d'intensifier son appui aux pays afin que les programmes nationaux prennent une plus grande envergure, moyennant notamment la valorisation des ressources humaines, l'assistance technique, et le renforcement des partenariats en particulier avec les organisations de personnes vivant avec le VIH et d'autres membres de la société civile. Le CCP demande instamment aux Etats Membres de l'Organisation mondiale du Commerce de promouvoir l'accès des pays en développement au traitement conformément à la déclaration de l'Organisation mondiale du Commerce sur les Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et la Santé publique (Déclaration de Doha).
13. Le CCP note les progrès de la mise en œuvre des ripostes multisectorielles au VIH/SIDA, et demande à l'ONUSIDA de continuer à œuvrer au renforcement des capacités, surtout dans les pays les moins avancés, pour lutter contre l'épidémie dans tous les secteurs, en intégrant le VIH/SIDA dans les instruments de développement, notamment les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté et les approches sectorielles.
14. Le CCP préconise des liens entre le rapport annuel du Directeur exécutif et le BPTI, et demande en particulier que le rapport annuel du Directeur exécutif fasse état des réalisations tangibles de l'ONUSIDA grâce à la mise en œuvre du BPTI et tienne compte des contributions particulières des Coparrainants et du Secrétariat.

Point 1.5 de l'ordre du jour : Rapport du Président du Comité des Organismes coparrainants

15. Le CCP exprime sa reconnaissance au Président du COC pour le rapport détaillé sur les activités des Coparrainants qu'il lui a fourni et pour le haut niveau des représentants, dont des directeurs exécutifs, à la présente réunion.
16. Le CCP demande que les Coparrainants lui fassent rapport tous les ans sur leurs activités en mettant l'accent sur les progrès réalisés dans les pays et les obstacles à surmonter pour atteindre leurs objectifs.

Point 1.6 de l'ordre du jour : Rapport du représentant des ONG

17. Le CCP accueille avec satisfaction le rapport du représentant des ONG et note, en particulier, que les ONG souhaitent voir l'ONUSIDA et les Coparrainants continuer à accorder en priorité un appui aux communautés et aux groupes vulnérables pour ce qui est d'établir un budget et de mettre en œuvre des programmes, et demandent que l'allocation budgétaire pour ces groupes soit indiquée clairement dans le Budget-plan de travail intégré (BPTI).
18. Le CCP confirme que les délégués des ONG sont des organisations et non des particuliers, que la durée maximale du mandat de tout délégué des ONG est de trois ans, et approuve exceptionnellement une prolongation d'un an du mandat d'OASIS en qualité de délégué de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Point 2 de l'ordre du jour : Budget-plan de travail intégré de l'ONUSIDA 2004-2005

19. Le CCP félicite le Secrétariat et les Organismes coparrainants pour leur présentation du BPTI 2004-2005 qui tient pleinement compte des décisions du CCP à la suite de l'évaluation externe de l'ONUSIDA et qui est maintenant à la fois plus facile à consulter et plus transparent. Le CCP prend note du recours aux consultations thématiques et régionales pour préciser la stratégie du BPTI 2004-2005 et promouvoir l'action coordonnée par l'ONUSIDA.
20. Le CCP fait siennes les stratégies et approches qui figurent dans le BPTI 2004-2005, et notamment l'axe stratégique visant à permettre aux pays d'élargir leur action nationale contre l'épidémie.
21. Le CCP approuve le budget de base de US\$ 250 500 000 et la répartition proposée de ces ressources comme suit : US\$ 85 700 000 pour les Organismes coparrainants ; US\$ 91 200 000 pour le Secrétariat ; et US\$ 73 600 000 pour les activités interinstitutions.
22. Le CCP approuve le budget interinstitutions de base complémentaire de US\$ 20 millions, sous réserve d'un financement dépassant le budget de base de US\$ 250 500 000.
23. Le CCP reconnaît, qu'en approuvant ce BPTI, les pays donateurs s'engagent moralement à le financer entièrement selon le principe du partage de la charge.
24. Le CCP se félicite de l'augmentation des ressources propres des Organismes coparrainants et prend note des budgets supplémentaires pour le VIH/SIDA figurant dans le BPTI, expression tangible du fait qu'ils ont augmenté leur capacité, leur engagement et leurs actions concrètes pour lutter contre

le SIDA, et encourage les Coparrainants à continuer à amplifier leur action dans ce domaine et à faire rapport tous les ans à leurs organes directeurs.

25. Le CCP encourage les Coparrainants à inclure dans le BPTI des données sur leur niveau de dépenses dans les pays pour les activités de lutte contre le VIH/SIDA.
26. Le CCP encourage l'ONUSIDA à intégrer également dans le BPTI un cadre gestionnaire axé sur les résultats et à relier explicitement les résultats souhaités aux différents avantages comparatifs des Coparrainants.
27. Le CCP encourage le Secrétariat et les Coparrainants à continuer à renforcer le suivi et l'évaluation des résultats de la mise en œuvre du BPTI.
28. Le CCP encourage l'ONUSIDA à revoir périodiquement les allocations de fonds et l'équilibre entre les diverses régions et les domaines d'activité.

Point 3 de l'ordre du jour : Mise à jour des informations financières et budgétaires pour la période 1^{er} janvier 2002 – 31 mars 2003

29. Le CCP prend note des informations intermédiaires sur la gestion financière de l'exercice biennal 2002-2003 et encourage les gouvernements donateurs et les autres partenaires qui ne l'ont pas encore fait à verser leur contribution pour 2003 au Budget-plan de travail intégré 2002-2003.
30. Le CCP note également avec satisfaction les progrès réalisés à ce jour concernant le projet de construction des nouveaux locaux de l'ONUSIDA à Genève et recommande que le Secrétariat continue à tenir le CCP informé de la situation et le consulte au sujet d'éventuels coûts supplémentaires y relatifs.

Point 4 de l'ordre du jour : Rapport du Groupe de travail du CCP sur la gouvernance de l'ONUSIDA

31. Le CCP se félicite du rapport de l'ancien président du CCP sur les débats concernant la gouvernance au sein des conseils conjoints du PNUD, du FNUAP, de l'UNICEF et du Programme alimentaire mondial (PAM).
32. Le CCP remercie les co-présidents du Groupe de travail sur la gouvernance pour le travail qu'ils ont accompli moyennant un processus consultatif et pour avoir remis leur rapport à temps.

S'agissant du rapport du Groupe de travail du CCP sur la gouvernance de l'ONUSIDA,

33. Le CCP recommande que l'on organise, lors des réunions ultérieures du CCP, des tables rondes thématiques ou des débats d'experts sur des questions d'importance stratégique concernant la riposte au VIH/SIDA et le rôle de l'ONUSIDA.
34. Le CCP demande que le Secrétariat, en consultation avec le Président et le Vice-président du CCP, soumette pour décision à la prochaine réunion du CCP le mandat, les rôles, les fonctions et la composition d'un Bureau du CCP, s'il est souhaitable d'en établir un.

35. Le CCP prie le Président du CCP de transmettre aux présidents des organes directeurs des Coparrainants les recommandations du CCP, afin d'encourager lesdits organes à débattre des décisions pertinentes tous les ans et à agir en conséquence.
36. Le CCP décide d'examiner les moyens de faire en sorte que les rapports des Etats Membres et des ONG soient mieux établis en ayant recours, le cas échéant, aux mécanismes en place ; à réduire les coûts de transaction et à éviter les activités redondantes ; ces mesures, outre les activités en cours de suivi du Programme qu'effectuent le Secrétariat et les Coparrainants, pourraient comprendre : inviter des Etats Membres et/ou des ONG à établir périodiquement des rapports sur leurs situation/actions en tenant compte de critères déterminés, et à tour de rôle des rapports plus approfondis de pays, ainsi que de temps à autre des exposés par les Groupes thématiques au CCP.
37. Le CCP demande au Secrétariat de faire périodiquement rapport sur les mesures prises eu égard aux décisions du CCP, et de les mettre en évidence dans le rapport annuel du Directeur exécutif; et demande également de recevoir le rapport biennal sur l'ONUSIDA du Secrétaire général à l'ECOSOC aussitôt qu'il est du domaine public.
38. Le CCP s'en rapporte au Président du CCP qui déterminera à sa discrétion les mesures à prendre concernant les recommandations du rapport qui n'ont été que partiellement acceptées.

Point 5 de l'ordre du jour : Rapports d'activité

5.1 : Mémoire d'Accord entre l'ONUSIDA et le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme

39. Le CCP accueille avec satisfaction et approuve avec des amendements le Mémoire d'Accord entre l'ONUSIDA et le Fonds mondial, qui fournit un cadre permettant au Secrétariat et aux Coparrainants de développer plus avant leur collaboration avec le Fonds mondial, pour appuyer les programmes dans les pays.
40. Le CCP se félicite de la claire démarcation des rôles et responsabilités complémentaires de l'ONUSIDA et du Fonds mondial qui implique à la fois la confirmation du Fonds mondial en tant qu'important nouveau mécanisme de financement et de l'ONUSIDA en tant que prestataire principal d'analyse stratégique, de conseils en matières de politiques et de compétence technique pour aider les pays à accéder aux ressources du Fonds mondial. L'un des principes fondamentaux essentiels du Fonds mondial est le recours aux partenaires locaux du développement pour fournir un appui stratégique et technique aux Mécanismes de coordination pays, aux principaux bénéficiaires et aux partenaires et processus nationaux. Le CCP reconnaît en outre qu'un Fonds solide a besoin d'une Organisation des Nations Unies solide pour l'étayer.
41. Le CCP apprécie les ressources financières et humaines que l'ONUSIDA consacre pour aider les pays à avoir accès à des ressources supplémentaires et à mettre en œuvre des programmes, ainsi que pour appuyer le Fonds mondial. Il demande instamment qu'il soit tenu compte de ces charges additionnelles lors des décisions concernant les contributions à l'ONUSIDA. Il note que le BPTI proposé pour 2004-2005 comprend des dispositions pour continuer à assurer ce soutien qui devrait demeurer au centre des activités de l'ONUSIDA pendant la prochaine période biennale.

5.2 : Plan stratégique du système des Nations Unies sur le VIH/SIDA 2001-2005

42. Le CCP prend note des efforts consentis pour actualiser le Plan stratégique du système des Nations Unies sur le VIH/SIDA pour 2001-2005 et encourage les institutions faisant partie du Plan stratégique à continuer à tenir à jour leurs plans pour faire en sorte que l'action des Nations Unies à l'appui des efforts nationaux soit plus pertinente et plus efficace.

Point 6 de l'ordre du jour : Prochaine réunion du CCP

43. Le CCP décide que sa quinzième réunion se tiendra à Genève les 23-24 juin 2004. Il décide en outre qu'en principe la seizième réunion du CCP se tiendra les 14-15 décembre 2004, lieu à confirmer, que la dix-septième réunion se tiendra les 28-29 juin 2005 à Genève, que la dix-huitième réunion aura lieu les 27-28 juin 2006 à Genève, et que la dix-neuvième se tiendra les 12-13 décembre 2006, lieu à confirmer.

Point 7 de l'ordre du jour : Autres questions

44. Le CCP prend note avec satisfaction du rapport de l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur le VIH/SIDA en Asie et dans le Pacifique.

45. Le CCP demande instamment qu'une action intensifiée soit menée dans la région de l'Asie et du Pacifique par l'ONUSIDA étant donné que, quand bien même les taux de prévalence de grand nombre de pays sont actuellement faibles, une épidémie de VIH/SIDA risque de prendre des proportions dramatiques en l'absence d'une riposte élargie.

46. Le CCP estime qu'il est nécessaire d'axer les efforts sur le renforcement des capacités nationales de coordination et de mise en œuvre des actions contre le VIH/SIDA et sur l'amélioration de la coordination entre donateurs et gouvernements, y compris des relations plus harmonieuses au sein du système des Nations Unies. En outre, le CCP reconnaît qu'il convient de renforcer la capacité de l'ONUSIDA à remplir son rôle dans les pays.

47. Le CCP demande instamment à l'ONUSIDA et à ses partenaires du développement de renforcer davantage les liens entre les domaines d'activité santé de l'enfant, santé sexuelle et santé reproductive et droits humains, et le VIH/SIDA afin d'améliorer l'efficacité des stratégies de lutte contre la pauvreté.

Point 8 de l'ordre du jour : Adoption des décisions, recommandations et conclusions

48. Le CCP adopte les décisions, recommandations et conclusions de sa quatorzième réunion.

Annexe 3

LISTE DES PARTICIPANTS

I. MEMBERS / MEMBRES

Member States / Etats Membres

Bahamas

Dr Perry Gomez
Director, National AIDS Programme
Ministry of Health and Environment
P.O. Box N-1784
Shirley Street
Nassau

Tel.: +1 242 322 2839
Fax : +1 242 356 2893
Email : depmedic@batelnet.bs

Brazil – Brésil

Dr Alexandre Grangeiro
Deputy Director
National AIDS Programme
Ministry of Health
Av. W3 Norte - SEPN 511, Bloco C
Brasilia, D.F. 70.750-920

Tel.: +55 61 448 8003 or 448 8004
Fax: +55 61 448 8224
Email : grangeiro@aims.gov.br

Ms Rosemeire Munhoz
Chief Advisor for External Cooperation
Brazilian Ministry of Health
SEPN Q.511 Bloco "C", 1° Andar
CEP 70.750-537
Brasilia - DF

Tel.: +5561 448 8019
Fax: +5561 448 8130
Email: ROSEMEIRE@AIDS.GOV.BR

Burundi

S.E. Mme Geneviève Sindabizera
Ministre à la Présidence Chargée de la Lutte
contre le SIDA
Ministère à la Présidence chargé de la Lutte
contre le SIDA
B. P. 1139
Bujumbura

Tel.: +257 244 760
Fax: +257 244 758
Email: genevievebizera@yahoo.fr

Mme Clémence Bununagi
Cadre d'appui au Ministère à la Présidence
Chargé de la Lutte Contre le Sida
Boulevard Prince L. Kwagasore

Tel. : +257 246265
Fax : +257 244758

B.P. 1139
Bujumbura

Dr Tharcisse Barihuta
Directeur Technique au Projet multisectoriel
de Lutte Contre le VIH/SIDA et d'Aide aux
Orphelins (PMLSO)
Avenue de la J.R.R. No. 11
B.P. 836
Bujumbura

Tel.: +257 245300
Fax: +257 245301
Email : barihutatharc@yahoo.fr

Mme Justine Bihotori
Premier Conseiller
Mission permanente du Burundi auprès de
l'Office des Nations Unies à Genève
Rue de Lausanne 44
1201 Genève

Tel. : +41 22 732 7705
Fax : +41 22 732 7734

Canada

Mr Bruce Montador
Vice-President
Multilateral Branch
Canadian International Development Agency
200 Promenade du Portage
Hull, Quebec

Tel.: +819 956 0478
Fax: +819 953 5348

Ms Janine Hutt
Alternate Head of Delegation
Senior Programme Manager
United Nations and Commonwealth Program
Canadian International Development Agency
200 Promenade du Portage
Hull, Quebec

Tel.: +1 819 994 3938
Fax: +1 819 997 6632
Email: Janine_hutt@acdi-cida.gc.ca

Ms Sandra Black
Senior HIV/AIDS Advisor and
A/Director of Health and Education Division
Policy Branch
Canadian International Development Agency
200 Promenade du Portage
Hull, Quebec

Tel.: +1 819 994 0157
Fax: +1 819 953 8058
Email: Sandra-black@acdi-cida.gc.ca

Mrs Gail Steckley
Senior Policy Advisor, HIV/AIDS and
International Issues
International Affairs Directorate
Health Canada
8th Floor, Room 814A, Brooke Claxton Building
Tunney's Pasture 0908A

Tel.: +1 613 957 7313
Fax: +1 613 957 4195
e-mail: gail_steckley@hc-sc.gc.ca

Ottawa, K1A 0K9

Mr Thomas Fetz
Third Secretary
Permanent Mission of Canada to the United
Nations Office at Geneva
Avenue de l'Ariana 5
1202 Genève

Tel.: +41 22 919 9200
Fax: +41 22 919 9227
Email: Thomas.fetz@dfait-maeci.gc.ca

China - Chine

Dr Ren Minghui
Deputy Director General
Department of International Cooperation
Ministry of Health of the People's Republic of China
1 Nanlu, Xizhimenwai, Xicheng District
Beijing

Tel.: +86 10 6879 2283
Fax: +86 10 6879 2286
Email: ren@moh.gov.cn

Dr Qi Qingdong
Director
Division of Multilateral Relations
Department of International Cooperation
Ministry of Health of the People's Republic of China
1, Xizhi Men Wai Nan Lu
Beijing

Tel.: +8610 6879 2275
Fax: +8610 6879 2279
Email: qiqd@moh.gov.cn

Dr Hao Yang
Director, Division II
Department of Disease Control
Ministry of Health of the People's Republic of China
Xizhi Men Wai Nan Lu
Beijing

Tel.: +86 10 6879 2376
Fax: +86 10 6879 2514
Email: haoyang@moh.gov.cn

Mr Yang Xiaochun
Counsellor
Permanent Mission of China to the United Nations
Office at Geneva
Chemin de Surville 11
Case postale 85
1213 Petit-Lancy

Tel: +41 22 879 5678
Fax: +41 22 793 7014

Côte d'Ivoire

S.E. Mme Christine Nebout Adjobi
Ministre de la Lutte contre le SIDA
16 BP. 131 Abidjan 16

Tél. : +225 20 21 07 28
Fax : +225 20 21 08 34

S. E. M. Claude Beke Dassys
Ambassadeur
Représentant permanent de la République

Tél. : +41 22 717 0250
Fax : +41 22 717 0260

de Côte d'Ivoire auprès de l'Office des
Nations Unies à Genève
Route de Ferney 149h
Case postale 315
1218 Grand-Saconnex

M. Jérôme Klôh Weya
Premier Conseiller
Mission permanente de la République
de Côte d'Ivoire auprès de l'Office des
Nations Unies à Genève
Route de Ferney 149h
Case postale 315
1218 Grand-Saconnex

Tél. : +41 22 717 0250

Fax : +41 22 717 0260

Prof. Gahoussou Coulibaly
Conseiller Technique chargé des Affaires
Scientifiques au Ministère de la Lutte contre
le SIDA
16 BP. 131 Abidjan 16

Tel.: +225 20 21 07 28

Fax : +225 20 21 08 34

Email : Coulgahoussou@yahoo.fr

Docteur Anthony Tanoh
Directeur du Programme de Prise en Charge
des personnes vivant avec le VIH/SIDA
Ministère d'Etat
Ministère de la Santé et de la Population
04 BP 2504 Abidjan 04

Tel. : +225 0778 9442

Fax : +225 20 33 43 09

Email : antonitanoh@yahoo.fr

Denmark – Danemark

Mr Bo Jensen
Head of Department
Royal Danish Ministry of Foreign Affairs
2, Asiatisk Plads
Copenhagen

Tel.: +45 33 921417

Fax: +45 32 541421

Email: bojens@um.dk

Mrs Thea Christiansen
Head of Section
Royal Danish Ministry of Foreign Affairs
Asiatisk Plads 2
Copenhagen

Tel.: +45 33 920000

Fax: +45 33 921421

Email: thechr@um.dk

Mr Michael Bremerskov Jensen
Secretary
Permanent Mission of Denmark to the
United Nations Office at Geneva
Rue de Moillebeau 56 (7ème étage)
Case postale 435
1211 Genève 19

Tel.: +41 22 918 0040

Fax: +41 22 918 0066

Germany - Allemagne

Mrs Dorle Miesala-Edel
Head of Division
Unterabteilung 32
Federal Ministry of Health
Am Propsthof 7a
D-53121 Bonn

Tel.: +49 228 941 3210
Fax: +49 228 941 4932
Email: dorle.miesala-edel@bmgs.bund.de

Mr Klaus Botzet
Counsellor
Permanent Mission of the Federal Republic
of Germany to the United Nations Office in Geneva
Chemin du Petit-Saconnex 28c
Case postale 171
1211 Geneva 19

Tel.: +41 22 730 1248
Fax: +41 22 730 1285

Dr Assia Brandrup-Lukanow
Director-Division 43 Health, Education, Social
Protection
German Technical Cooperation Agency (GTZ)
Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5
D-65726 Eschborn

Tel.: +49 6196 79 1272
Fax: +49 6196 79 1366
Email: assia.brandrup-lukanow@gtz.de

Dr Julia Katzan
Coordinator-Sector Project AIDS Control in EU
German Technical Cooperation Agency (GTZ)
Heussallee 2-10
D-53115 Bonn

Tel.: +49 228 2094620
Fax: +49 228 2094623
Email: Julia.Katzan@gtz.de

Mr Johannes Heiler
Attaché
Permanent Mission of the Federal Republic
of Germany to the United Nations Office at Geneva
Chemin du Petit-Saconnex 28c
1209 Genève

Tel.: +41 22 730 1210
Fax: +41 22 730 1285

Guatemala

Mme Dory Lucas Alecio
Coordinateur
Programme national de Prévention contre
le VIH/SIDA
9a. avenida 14-65, zona Interior
Guatemala

Tél.: +502 2516054
Fax: +502 2516054
Email : pnsng@ops.org.gt

Mlle Stephanie Hochstetter Skinner-Klee
Premier secrétaire
Mission permanente du Guatemala auprès de
l'Office des Nations Unies à Genève

Tél.: +41 22 733 0850
Fax: +41 22 733 1429

Chemin de Sous-Bois 21
1202 Genève

India – Inde

Ms Meenakshi Datta Ghosh
Director
National AIDS Control Organizations (NACO)
Ministry of Health and Family Welfare
344 "A", Nirman Bhavan
New Delhi 110011

Tel.: +91 11 23019066
Fax: +91 11 23017706

Mr Debabrata Saha
Deputy Permanent Representative
Permanent Mission of India to the
United Nations Office at Geneva
Rue du Valais 9 (6ème étage)
1202 Geneva

Tel.: +41 22 906 8686
Fax: +41 22 906 8696

Mr Arun Kumar Chatterjee
First Secretary
Permanent Mission of India to the United Nations
Office at Geneva
Rue du Valais 9 (6ème étage)
1202 Geneva

Tel.: +41 22 906 8686
Fax: +41 22 906 8696

Ireland – Irlande

Ms Nicola Brennan
Senior Development Specialist/HIV/AIDS
Development Cooperation Directorate
Department of Foreign Affairs
Bishops Square
Redmond Hill
Dublin

Tel. : +35 3 14082991
Fax : +35 3 14082448
Email : nicola.brennan@iveaghirlgov.ie

Mr Richard Fallon
Deputy Permanent Representative
Permanent Mission of Ireland to the United Nations
Office at Geneva
Rue de Moillebeau 58
1209 Geneva

Tel.: +41 22 919 1950
Fax: +41 22 919 1951

Japan – Japon

Dr Yusuke Fukuda
Director
International Cooperation Office
International Affairs Division
Minister's Secretariat

Ministry of Health, Labour and Welfare
Tokyo

Dr Masami Sakoi
Director, Office for WHO
Ministry of Health, Labour and Welfare
1-2-2, Kasumigaseki, Chiyoda-ku
Tokyo

Tel.: +81 3 3595 2404
Fax: +81 3 3502 6678
Email: Sakoi-masami@mhlw.go.jp

Dr Kuniaki Miyake
Deputy Director
Specific Diseases Control Division
Health Service Bureau
Ministry of Health, Labour and Welfare
1-2-2, Kasumigaseki, Chiyoda-Ku
Tokyo

Mr Satoshi Hemmi
First Secretary
Permanent Mission of Japan to the United Nations
Office at Geneva
Chemin des Fins 3
Case postale 337
1211 Geneva 19

Tel.: +41 22 717 3111
Fax: +41 22 788 3811

Kenya

Dr Margaret Gachara
Director
National AIDS Control Council
Office of the President
Chancery Building, 6th floor, Valley Road
P.O.Box 61307
Nairobi

Tel.: +254 2 250558; 254 2711261
Fax: +254 2 2711203

Mr Anthony Muchiri
First Secretary
Permanent Mission of Kenya to the United Nations
Office at Geneva
Avenue de la Paix 1-3
Geneva

Tel.: +41 22 906 4050
Fax: +41 22 731 2905

Myanmar

Dr Kyi Soe
Director-General
Department of Health Planning
Ministry of Health
27, Pyidaungsu Yeiktha Road
Yangon

Tel.: 951 538 900
Fax: 951 538 899
Email: kyisoe@mptmail.net.mm

Netherlands – Pays Bas

H.E. Mr Ian M. De Jong
Ambassador, Permanent Representative of
The Netherlands to the United Nations
Office at Geneva
Avenue Giuseppe Motta 31-33
C.P. 196
1211 Geneva 20

Tel.: +41 22 748 1804

Fax: +41 22 748 1818

Mr Paul J. Sciarone
Minister Plenipotentiary
Permanent Mission of the Netherlands to the
United Nations Office at Geneva
Avenue Giuseppe Motta 31-33
C.P. 196
1211 Geneva 20

Tel.: +41 22 748 1803

Fax: +41 22 748 1838

Mr Mark Van der Velden
Policy Advisor
Netherlands Ministry of Foreign Affairs
Bezuidenhoutseweg 67
2500 EB The Hague

Tel.: +31 70 348 6854

Fax: +31 70 348 6564

Email: mark-vander.velden@minbuza.nl

Mrs Aagje Papineau Salm
Head, Social Policy Division
Ministry of Foreign Affairs
Bezuidenhoutseweg 67
2594 AC Den Haag

Tel.: +31 70 348 4894

Fax : +31 70 348 5366

Email: aa.papineau-salm@minbuza.nl

Ms Monique Middelhoff
First Secretary
Permanent Mission of the Netherlands to the
United Nations Office at Geneva
31-33, avenue Giuseppe Motta
1211 Genève 20 CIC

Tel.: +41 22 7481811

Fax: +41 22 7481818

Email: Monique.middelhoff@minbuza.nl**Philippines**

Dr Myrna Cabotaje
Director
National Center for Disease Prevention and
Control
Department of Health
Bldg 3, San Lazaro compound
Manila

Tel.: +63 2 711 7846

Fax: +63 2 711 7846

Email: mccabotaje@co.doh.gov.ph

Mrs Maria Teresa C. Lepatan
Minister

Tel.: +41 22 716 1930

Fax: +41 22 716 1932

Permanent Mission of the Philippines to the
United Nations Office at Geneva
Avenue Blanc 47
1202 Geneva

Romania - Roumanie

Dr Mariana Mardarescu
Vice President
National Commission for Fighting Against AIDS
Ministry of Health and Family
1 Dr Grotovici Street, Sector 2
Bucharest

Tel.: +40 212 102 363
Fax: +40 212 101 497
Email: cnlas@fx.ro

Mrs Doina Iordache
First Secretary
Permanent Mission of Romania to the
United Nations Office at Geneva
Chemin de la Perrière 6
1223 Coligny

Tel.: +41 22 752 1090
Fax: +41 22 752 2976

Russian Federation - Fédération de Russie

Dr Alexander T. Goliusov
National AIDS Coordinator
Chief HIV/AIDS Prevention Department
Ministry of Health
Vadkovsky Per. 18/20
Moscow

Tel.: +7 095 973 1393
Fax: +7 095 973 1549
Email: goliusov@gsen.ru

Dr Nikolay Fetisov
Counsellor
Permanent Mission of the Russian Federation
to the United Nations Office at Geneva
Avenue de la Paix 15
Geneva

Tel.: +41 22 733 1870
Fax: +41 22 734 4044

Spain - Espagne

Dr Isabel Noguera Zambrano
Technical Advisor
National AIDS Programme
Ministerio de Sanidad y Consumo
Paseo del Prado 18-20
E-28015 Madrid

Tel.: +341 95 5961219
Fax: +341 95 5961719

Ms Susana Camara Angulo
First Secretary
Permanent Mission of Spain to the
United Nations Office at Geneva

Tel.: +41 22 731 2230
Fax: +41 22 731 5370
Email: mission.spain@ties.itu.int

Avenue Blanc 53
1202 Geneva

Switzerland - Suisse

M. Jacques Martin
Conseiller principal (santé + population)
Affaires multilatérales
Direction du développement et de la Coopération
Département fédéral des affaires étrangères
CH-3003 Berne

Tel. : + 41 31 322 34 47
Fax : + 41 31 324 13 47
Email : jacques.martin@deza.admin.ch

Dr Martine Berger
Conseiller
Mission permanente de la Suisse auprès de
l'Office des Nations Unies à Genève
Rue de Varembe 9-11
Case postale 194
1211 Genève 20

Tel.: +41 22 749 2475
Fax: +41 22 749 2437
Email : Martine.berger@deza.admin.ch

Tunisia - Tunisie

Prof. Habib Achour
Directeur général de la Santé
Ministère de la Santé publique
Place Bab Saadoun
Tunis

Tél. : +216 71 562 362
Fax : +216 71 563 093
Email : habib.achour@rns.tn

Zambia - Zambie

The Hon. Dr. Brian Chituwo
Minister of Health of the Republic of Zambia
Ndeke House
P.O. Box 30205
Lusaka

Tel.: +2601253882
Fax: +2601253187

Dr Rosemary Musonda
Director General
National AIDS Council
315 Independence Avenue
P.O. Box 36718
Lusaka

Tel.: +260 1 255044
Fax: +260 1 253881
Email: rmusonda@zamnet.zm

Mr Davies Chimfwembe
Director Planning and Development
Ministry of Health
Ndeke House
P.O. Box 30205
Lusaka

Tel.: +260 1 253026
Fax: +260 1 253344
Email: idapplan@zamnet..zm

Ms Annie Kazhingu
Programme Manager
Institute of Human Rights, Intellectual
Properties and Development
Premium House
P.O.Box 34020
Lusaka

Tel./Fax: +260 1 224318
Mobile: +260 97 844 377
Email: akazhingu@yahoo.com

H.E. Mr Love Mtesa
Ambassador and Permanent Representative
of the Republic of Zambia to the United Nations
Office at Geneva
Chemin du Champ-d'Anier 17-19
1209 Geneva

Tel.: +41 22 788 5330
Fax: +41 22 788 5340
Email: lovemtesa@yahoo.com.uk

Mr Alfonso K. Zulu
First Secretary
Permanent Mission of Zambia to the United
Nations Office at Geneva
Chemin du Champ-d'Anier 17-19
1209 Geneva

Tel.: +41 22 788 5330
Fax: +41 22 788 5340
Email: katendazulu@hotmail.com

Cosponsoring Organizations / Organismes coparrainants

United Nations Children's Fund (UNICEF) **- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)**

Mr Mark Stirling
Principal Officer, HIV/AIDS
UNICEF House
3, United Nations Plaza
New York N.Y. 10017

Tel.: +1 212 326 7475
Fax: +1 212 303 7954
Email: mstirling@unicef.org

United Nations Development Programme (UNDP) **- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)**

Dr Monica Sharma
Principal Adviser
Team Leader of Special Initiative on HIV/AIDS
Bureau for Development Policy
304 East 45th Street, Room FF 1030
New York, N.Y. 10017

Tel. : +1 212 906 3687
Fax : +1 212 906 5023
Email: Monica.Sharma@undp.org

Ms Chika Saito
HIV/AIDS and Development Specialist
304 East 45th Street, Room FF-1050
New York, N.Y. 10017

Tel.: +1 212 906 5014
Fax: +1 212 906 5023
Email: chika.saito@undp.org

Ms Vinciane Quoidbach
Programme Officer
UNDP Geneva
11-13 Chemin des Anémones
Châtelaine

Tel.: +41 22 917 8539

International Labour Office/Bureau International du Travail

Dr Franklyn Lisk
Director
ILO Global Programme on HIV/AIDS
and the World of Work (ILO/AIDS)
4, route des Morillons
1211 Genève

Tel.: +41 22 799 7668

Fax: +41 22 799 6349

Email: lisk@ilo.org

Ms Claire Mulanga
Technical Officer
ILO Global Programme on HIV/AIDS
and the World of Work (ILO/AIDS)
4, route des Morillons
1211 Geneva

Tel.: +41 22 799 8227

Fax: +41 22 799 6349

Email: mulanga@ilo.org

Dr Sabine Beckmann
Senior Technical Advisor
ILO Global Programme on HIV/AIDS
and the World of Work
4, route des Morillons
1211 Geneva

Tel.: +41 22 799 6606

Fax: +41 22 799 6349

Ms Marika Maillot
Junior Technical Officer
ILO Global Programme on HIV/AIDS
and the world of Work
4, route des Morillons
Geneva

Tel.: +41 22 799 7366

Email : maillot@ilo.org

United Nations Population Fund (UNFPA)

- Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP)

Dr Suman Mehta
HIV/AIDS Coordinator
Technical Support Division
220 East 42nd Street
New York, N.Y. 10017

Tel.: +1 212 297 5256

Fax: +1 212 297 4915

Email: mehta@unfpa.org

Ms Safiye Cagar
Director
UNFPA Geneva Office
Palais des Nations
1211 Geneva

Tel.: +41 22 917 8571

Fax: +41 22 917 8016

Mr Erik Palstra
Senior External Relations Officer
UNFPA Geneva Office
Palais des Nations
Geneva

Tel.: +41 22 917 8563
Fax: +41 22 917 8016
Email: eric.palstra@undp.org

United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC)/
Programme des Nations Unies pour le Contrôle international des Drogues (ONUDC)

Ms Sumru Noyan
Director, Division of Operations & Analysis
UNODC
Vienna International Centre
P.O.Box 500
A-1400 Vienna

Tel.: +43 1 2 60604266
Fax: +43 1 260605931
Email: sumru.noyan@undcp.org

Dr Moruf Adelekan
Drugs and HIV/AIDS Adviser
UNODC
Vienna International Centre
P.O.Box 500
A-1400 Vienna

Tel.: +43 1 260604442
Fax: +43 1 260605866
Email: moruf.adelekan@undcp.org

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization /
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Mr Koichiro Matsuura
Director-General
UNESCO
7, Place de Fontenoy
F-75352 Paris 07-SP

Tel.: +33 1 45681311
Fax: +33 1 45671690

Mr Gudmund Hernes
HIV/AIDS Coordinator, Director IIEP
UNESCO-IIEP
7-9 rue Eugène Delacroix
Paris 75116

Tel.: +33 1 450 37716
Fax: +33140728781
Email: g.hernes@iiep.unesco.org

Ms Alexandra Draxler
Senior Programme Specialist
UNESCO Focal Point for HIV/AIDS
UNESCO-IIEP
7-9 rue Eugène Delacroix
Paris 75006

Tel.: +33 1 450 37788
Fax : +33 1 407 28366
Email : a.draxler@iiep.unesco.org

Ms Ilona Jurgens Genevois
Assistant Programme Specialist
UNESCO-IIEP
7-9 rue Eugène Delacroix

Tel.: +33 1 45037745
Fax: +33 1 40728366

75116 Paris

World Health Organization (WHO) / Organisation mondiale de la Santé (OMS)

Dr Tomris Turmen
Executive Director
Family and Community Health
20 avenue Appia
1211 Geneva 27

Tel.: +41 22 791 2757

Dr Bernhard Schwartländer
Director HIV/AIDS
20 avenue Appia
1211 Geneva

Tel.: +41 22 791 4705/3359

Fax: +41 22 791 4834

Email: schwartlanderb@who.int

Dr Winnie Mpanju-Shumbusho
Chief, Strategy, Advocacy, Policy
HIV/AIDS
Family and Community Health
20 Avenue Appia
1211 Geneva 27

Tel.: +41 22 791 4645

Fax: +41 22 791 4834

Dr Kerry Kutch
Administrative Management Officer
HIV/AIDS
Family and Community Health
20 Avenue Appia
1211 Geneva 27

Tel.: +4122 791 2191

Fax: +4122 791 4834

Email: kutchk@who.int

Dr Pascale Gilbert-Miguët
Chief Medical Officer
Medical Service
Avenue Appia 20
1211 Geneva

Tel. : +41 22 791 2013/3040

Fax : +41 22 791 4120

Email: gibertmiguëtp@who.int

The World Bank - Banque mondiale

Dr Mamphela Ramphele
Managing Director
The World Bank
1818 H Street, N.W.
Washington DC 20433
USA

Tel.: 1 202 473 2419

Fax: 1 202 522 1638

Email: mramphele@worldbank.org

Dr Debrework Zewdie
Program Director
Global HIV/AIDS Program
Human Development Network
1818 H. Street, NW
Washington DC 20433

Tel.: +1 202 473 9414

Fax: +1 202 522 3235

Email: dzewdie@worldbank.org

Ms Elizabeth Mziray
Operations Analyst
1818 H Street, NW
Washington DC 20433

Tel.: +1 202 458 7036
Fax: +1 202 522 3235
Email: emziray@worldbank.org

Representatives of Nongovernmental Organizations/People Living with HIV/AIDS
- Représentants des Organisations non gouvernementales/Personnes vivant
avec le VIH/SIDA

Africa – Afrique

Ms Alice Lamptey
The Ghana HIV/AIDS Network (GHANET)
Association of African Universities
P.O.Box LG760
Accra
Ghana

Tel.: +233 21 500851
Fax: +233 21 774821
Email: alamptey@aau.org

Asia & Pacific – Asie et Pacifique

Ms O.C. Lin
Chief Executive
Hong Kong AIDS Foundation
5/F Shaukeiwan Jockey Club Clinic
8 Chai Wan Road, Shaukeiwan
Hong Kong

Tel.: +852 2560 8528
Fax: +852 2560 4154
Email: oclin@hkaf.com

Europe

Mr Pedro Silvério Marques
ABRAÇO
Travessa do Noronha, 5 - 3 Dto
1200 Lisbon
Portugal

Tel.: +351 213974298
Fax: +351 213977357
Email: abraco@mail.telepac.pt

Latin America & the Caribbean/
Amérique latine et les Caraïbes

Dr Rubén Mayorga
Executive Director
Organización de Apoyo a una
Sexualidad Integral frente al SIDA, OASIS
6 Avenida 1-63 Zona 1
Guatemala City
01001Guatemala

Tel. : + 502 220-1332 / 253-3453
Fax: + 502 232-1021
Email: oasisgua@intelnet.net.gt
oasisrm@intelnet.net.gt

North America/Amérique du Nord

Dr Diane Riley
Deputy Director-General
Canadian Foundation for Drug Policy /IHRA
23 Hillview Ave.
Toronto ON
M6P 1J4 Canada

Tel.: +1 416 604 1752
Fax: +1 416 604 1752
Email: RILEYDM@AOL.COM

II. OBSERVERS - OBSERVATEURS

Member States - Etats membres

Angola

Dr Sandra Neto de Miranda
Assistant
Permanent Mission of the Republic of Angola
to the United Nations Office at Geneva
Rue de Lausanne 45-47
1201 Geneva

Tel. : +41 22 732 3060
Fax : +41 22 732 3060

Australia – Australie

Mr Peter Callan
Counsellor (Development)
Permanent Mission of Australia to the
United Nations Office at Geneva
Chemin des Fins 2
1211 Geneva 19

Tel.: +41 22 799 9108
Fax: +41 22 799 9190
Email: peter.callan@dfat.gov.au

Ms Leonie Oates-Mercier
Executive Assistant
Permanent Mission of Australia to the
United Nations Office at Geneva
Chemin des Fins 2
C.P. 172
1211 Geneva 19

Tel.: +41 22 799 9107
Fax : +41 22 799 9190
Email: leonie.oates-mercier@dfat.gov.au

Austria

Dr Jean-Paul Klein
Deputy Head, Department of Infectious Diseases
Ministry for Health and Women
and Generations
Radetzkystr. 2
A-1010 Wien

Tel.: 431 711 4103
Fax: 431 718 7183
Email: jean-paul.klein@bmgf.gv.at

Bahrain – Bahreïn

Dr Sonaya Al-Jowder
National STD/HIV Program Manager
Ministry of Health
P.O. Box 33831
Isa Town, Kingdom of Bahrain

Tel.: +973 248 610
Fax: +973 256 784
Email: iqamber@batelco.com.bh

Belgium – Belgique

Mme Jana Zikmundova
Conseiller
Mission permanente de la Belgique
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
Rue de Moillebeau 58 (6^{ème} étage)
C.P. 473
CH-1211 Genève 19

Tel.: +41 22 730 4005
Fax: +41 22 734 5079
Email : geneva.secr-coop@diplobez.fed.be

Mme Florence Duvieusart
Attaché
Mission permanente de la Belgique
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
Rue de Moillebeau 58 (6^{ème} étage)
C.P. 473
CH-1211 Genève 19

Tel. : +41 22 730 4000
Fax : +41 22 734 5079

Cameroon – Cameroun

M. Jean-Bernard Ateba Mvomo
Deuxième Secrétaire
Mission permanente de la République du
Cameroun auprès de l'Office des Nations Unies
à Genève
Rue du Nant 6
1207 Genève

Tel.: +41 22 787 5040
Fax : +41 22 736 2165

Czech Republic – République tchèque

Dr Jaroslav Jedlicka
National AIDS Programme Manager
HIV Epidemiologist
National Institute of Public Health
Šrobárova 48
10042 Prague

Tel.: +420 2 67 08 26 50
Fax: +420 2 67 08 25 32
Email: jaroslav.jedlicka@szu.czdlckj@szu.cz

Mr Lukáš Machon
Third Secretary
Permanent Mission of the Czech Republic
to the United Nations Office at Geneva
Chemin Louis Dunant 17

Tel.: +41 22 910 3780
Fax: +41 22 740 3662

Case postale 109
1211 Genève 20

Dominican Republic – République dominicaine

Dr Magaly Bello de Kemper
Conseiller
Mission permanente de la République
dominicaine auprès de l'Office des Nations
Unies à Genève
Rue de Lausanne 63 (7^{ème} étage)
1202 Genève

Tel.: +41 22 715 3910
Fax +41 22 741 0590

Finland – Finlande

Ms Vuokko Heikkinen
Counsellor
Ministry for Foreign Affairs
P.B. 176
FIN-00161 Helsinki

Tel.: +358 9 1605 6232
Fax: +358 9 1605 6202
Email: vuokko.heikkinen@formin.fi

Ms Kristiina Häikiö
Counsellor
Permanent Mission of Finland
to the United Nations Office at Geneva
Rue Pré-De-La-Bichette 1
Case Postale 198
1211 Geneva 20

Tel.: +41 22 919 4242
Fax: +41 22 740 0287
Email: kristiina.haikio@formin.fi

Dr Pekka Holmström
Epidemiologist
National Public Health Institute
Department of Infectious Disease Epidemiology
Mannerheimintie 166
00300 Helsinki

Tel.: +358 9 47448673
Fax: +358 9 47448468
Email: pekka.holmstrom@ktl.fi

France

Mme France Auer
Conseiller
Mission permanente de la France auprès de
l'Office des Nations Unies à Genève
Villa "Les Ormeaux"
Route de Pregny 36
1292 Chambésy

Tel.: +41 22 758 9111
Fax: +41 22 758 9137

Mme Catherine Bilger
Chargée de Mission
Ministère de la Santé
8, avenue de Segur

Tel.: +33 1 40 56 73 85
Fax : +33 1 40 56 72 43
Email: catherine.bilger@sante.gouv.fr

Paris 75006

M. Jérôme Saddier
Premier Secrétaire
Mission permanente de la France auprès de
l'Office des Nations Unies à Genève
Villa "Les Ormeaux"
Route de Pregny 36
1292 Chambésy

Tel.: +41 22 758 9146
Fax : +41 22 758 9153
Email: jerome.saddier@diplomatie.fr

Gabon

Mme Abena Angone
Conseiller
Mission permanente du Gabon auprès de
l'Office des Nations Unies à Genève
Avenue Blanc 47
Case postale 12
1211 Genève 7

Tel.: +41 22 731 6869
Fax: +41 22 731 6847

Ghana

H.E. Mr Fritz K. Poku
Ambassador and Permanent Representative
of Ghana to the United Nations Office at Geneva
Rue de Moillebeau 56
1209 Geneva

Tel.: +41 22 919 0450
Fax: +41 22 734 9161

Ms Matilda A. Alomatu
First Secretary
Permanent Mission of the Republic of Ghana
to the United Nations Office at Geneva
Rue de Moillebeau 56
1209 Geneva

Tel.: +41 22 919 0450
Fax: +41 22 734 9161

Greece

Mr Evangelos Tambakis
Member of KEEL's Board of Directors
Hellenic Centre for Infectious Diseases Control
6-8 Makedonias Str., P.C. 104 33
10433 Athens

Tel.: +30 210 889 9000
Fax: +30 210 881 8868
Email: pr@keel.org.gr

Ms Maria Vareli
Head of Training Department
Hellenic Centre for Infectious Diseases Control
6-8 Makedonias Str.
P.C. 104 33
Athens

Tel.: +30 210 88 99 000
Fax: +30 210 88 18 868
Email: m.vareli@keel.org.gr

Haiti – Haïti

M. Jean Claudy Pierre
Premier secrétaire
Mission permanente d'Haïti auprès de l'Office
des Nations Unies à Genève
Rue de Monthoux 64
1201 Genève

Tel.: +41 22 732 7628
Fax : +41 22 732 5536

Holy See - Saint-Siège

M. Guido Castelli Gattinara
Expert
Bambino Gesù Children Hospital
P.S. Onofrio 4
00165 Rome

Tél.: +39 06 6859 2190
Fax: +39 06 6859 2508

Mme Anne-Marie Colandrea
Expert
Mission permanente d'Observation
du Saint-Siège auprès de l'Office des
Nations Unies à Genève
Chemin du Vengeron 16
Case postale 28
1292 Chambésy

Tél. : +41 22 758 9820
Fax : +41 22 758 1729
Email : mission.holy-see@ties.itu.int

M. Giuliano Rizzardini
Expert
Mission permanente d'Observation
du Saint-Siège auprès de l'Office des
Nations Unies à Genève
Chemin du Vengeron 16
Case postale 28
1292 Chambésy

Tél. +41 22 758 9820
Fax: +41 22 758 1729
Email : mission.holy-see@ties.itu.int

Hungary – Hongrie

Mr Balaas Ratkai
Third Secretary
Permanent Mission of Hungary to the
United Nations Office at Geneva
Avenue de Champel 81
1206 Geneva

Tel.: +41 22 346 0323
Fax: +41 22 346 5861

Iceland

Mrs Asthildur Knutsdottir
Attaché
Permanent Mission of Iceland to the
United Nations Office at Geneva

Tel.: +41 22 716 1700
Fax: +41 22 716 1707
Email: asthildur.knutsdottir@utn.stjr.is

Avenue Blanc 49, Case postale 86
1211 Geneva 20

Mrs Hildur Björns Vernudottir
Trainee
Permanent Mission of Iceland to the
United Nations Office at Geneva
Avenue Blanc 49, Case postale 86
1211 Geneva 20

Tel.: +41 22 716 1700
Fax: +41 22 716 1707
Email: hildur.b.vernudottir@utn.stjr.is

Indonesia - Indonésie

Mr Ade Padmo Sarwono
First Secretary (Political Affairs)
Permanent Mission of Indonesia to the
United Nations Office at Geneva
Rue de Saint-Jean 16
Case postale 2271
1211 Genève 2

Tel. : +41 22 338 3350
Fax: +41 22 345 5733
Email: ade-padmo.sarwono@ties.itu.int

Italy - Italie

Mme Natalia Quintavalle
Premier Conseiller
Mission permanente de l'Italie auprès de
l'Office des Nations Unies à Genève
Chemin de l'Impératrice 10
1292 Pregny

Tél. : +41 22 918 0820
Fax : +41 22 734 6702
Email : natalia.quintavalle@ties.itu.int

Luxemburg – Luxembourg

M. Marc Godefroid
Premier secrétaire
Mission permanente du Grand-Duché de
Luxembourg auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
Chemin de la Rochette 13 (4^{ème} étage)
Case postale 134
1211 Genève

Tel. : +41 22 919 1929
Fax : +41 22 919 1920

Madagascar

Mme Yolande Pasea
Conseiller
Mission permanente de la République de
Madagascar auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
Avenue Riant Parc 32
1209 Genève

Tél. : +41 22 740 1650
Fax : +41 22 740 1616

Mexico – Mexique

Mme Dulce Valle Alvarez
Conseiller
Mission permanente du Mexique auprès de
l'Office des Nations Unies à Genève
Avenue de Budé 16
1202 Genève

Tel. : +41 22 748 0705
Fax : +41 22 748 0708

Morocco - Maroc

Mme Siham Bouassa
Conseiller
Mission permanente du Royaume du Maroc
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
Chemin François-Lehmann 18a
1218 Grand-Saconnex

Tel. : +41 22 791 8181
Fax : +41 22 791 8180

Monaco

M. Jean-Philippe Bertani
Premier Secrétaire
Mission permanente de la Principauté de Monaco
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
Rue de Moillebeau 56
1209 Genève

Tel. : +41 22 919 0460
Fax : +41 22 919 0469

Norway – Norvège

Ms Bjørg S. Leite
Senior Adviser
Ministry of Foreign Affairs
P.O.Box 8114 Dep
N-0030 Oslo

Tel.: +47 22 24 36 70
Email: bsl@mfa.no

Dr Ottar T. Christiansen
Counsellor
Permanent Mission of Norway to the United
Nations Office at Geneva
35 Bis, avenue de Budé
P.O.Box 274
1211 Geneva 19

Tel.: +41 22 918 0400
Fax: +41 22 918 0410
otc@mfa.no

Poland

Mrs Katarzyna Walkowska-Iwianska
International Relations Expert
National Centre for AIDS
Ul. Samsonowska 1
02829 Warsaw

Tel.: +48 22 331 7796
Fax: +48 22 331 7776
Email: international@aims.gov.pl

Ms Renata Lemieszewska
First Secretary
Permanent Mission of the Republic of Poland
to the United Nations Office at Geneva
Chemin de l' Ancienne Route 15, Case postale 130
1218 Grand-Saconnex

Tel.: +41 22 710 9711
Fax: +41 22 710 9799
Email: renata.lemieszewska@ties.itu.int

Portugal

S.E. M. Luis Filipe de Conceição Pereira
Ministre de la Santé
Chef de la Délégation
Av. Joao Crisóstomo 9-6°
1049-062 Lisbonne

Tel.: +351 21 330 5000
Fax: +351 21 330 5161

S.E. M. José Caetano da Costa Pereira
Représentant permanent du Portugal
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
Rue Antoine-Carteret 33
Case postale 425
1211 Genève 16

Tel.: +41 22 918 0200
Fax: +41 22 918 0228

M. Fernando Aires Alves Nunes Ventura
Coordinateur
Commission national de lutte contre le SIDA
Ministère de la Santé
Palácio Bensaúde, Estrada Da Luz, 153
Lisbonne

Tel.: +351 21 722 0823
Fax: +351 21 721 0365
Email : faventura@cnlcs.min-saude.pt

M. Fernando Soares
Chef du Cabinet du Ministre de la Santé
Ministère de la Santé
Av. Joao Crisóstomo 9-6°
1049-062 Lisbonne

Mme Ana Margarida Pereira
Conseiller
Ministère de la Santé
Av. Joao Crisóstomo 9-6°
1049-062 Lisbonne

M. Paulo Bárcia
Conseiller
Mission permanente du Portugal
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
Rue Antoine-Carteret 33
Case postale 425
1211 Genève 16

Tel.: +41 22 918 02 00
Fax: +41 22 918 02 28

Mme Helena Morais Vaz
Directrice des Relations internationales
Commission national de lutte contre le SIDA
Ministère de la Santé
Palácio Bensaúde, Estrada Da Luz, 153
1600-153 Lisbonne

Tel.: +351 21 722 0823
Fax: +351 21 721 0365
Email: hmvaz@cnlcs.min-saude.pt

Republic of Korea – République de Corée

Mr Hyo-hwan Ahn
Counsellor
Permanent Mission of the Republic of Korea
to the United Nations Office at Geneva
Avenue de l'Ariana 1
Case postale 42
1211 Geneva 20

Tel.: +41 22 748 0032
Fax: +41 22 748 0002

San Marino – Saint-Marin

H.E. Mme Federica Bigi
Ambassadeur
Représentant permanent de la République de
Saint-Marin auprès de l'Office des Nations
Unies à Genève
Rue de la Faucille 14
1201 Genève

Tél.: +41 22 918 5020
Fax: +41 22 918 5030

M. Raphaël Innocentini
Stagiaire
Mission permanente de la République de
Saint-Marin auprès de l'Office des Nations
Unies à Genève
Rue de la Faucille 14
1201 Genève

Tél.: +41 22 918 5020
Fax: +41 22 918 5030

Senegal - Sénégal

S.E. M. Ousmane Camara
Ambassadeur et Représentant permanent
de la République du Sénégal auprès de
l'Office des Nations Unies à Genève
Rue de la Servette 93
1202 Genève

Tel. : +41 22 918 0230
Fax : +41 22 740 0711

M. André Basse
Premier secrétaire
Mission permanente de la République
du Sénégal auprès de l'Office des
Nations Unies à Genève
Rue de la Servette 93

Tél.: +41 22 918 0230
Fax : +41 22 740 0711

1202 Genève

Slovakia – Slovaquie

Prof. Emil Tomášik
Chief of Department of HIV/AIDS Prevention
State Institute of Public Health of
the Slovak Republic
Trnavská 52
Bratislava 82645

Tel. : +421 2 4437 3866
Fax : +421 2 4437 2641
Email: tomasik@szusr.sk

Dr Eva Máderová
Head of Department of Epidemiology
State Institute of Public Health of
the Slovak Republic
Trnavska 52
Bratislava 826 45

Tel.: +421 2 44455177
Fax: +421 2 44372641

Dr Ivan Rovný
Chief Hygienist of the Slovak Republic
Ministry of Health
Limbova 2
Bratislava

Tel.: +421 2 443 72906
Fax: +421 2 443 72 641
Email: rovny@szusr.sk

Mrs Jana Bartosiewiczová
Counsellor
Permanent Mission of the Slovak Republic
to the United Nations Office at Geneva
Chemin de l' Ancienne route 9
Case postale 160
1218 Grand-Saconnex

Tel.: +41 22 747 7400
Fax: +41 22 747 7434

South Africa – Afrique du Sud

Ms Daisy Mafubelu
Counsellor (Health)
Permanent Mission of South Africa
to the United Nations Office at Geneva
Rue du Rhône 65
1204 Geneva

Tel.: 022 849 5442
Fax: 022 849 5438
Email: daisy.mafubelu@ties.itu.int

Sweden – Suède

Mr Anders Molin
Head, HIV/AIDS Secretariat
Swedish International Development
Cooperation Agency
10525 Stockholm

Tel.: +46 8 698 5239
Fax: +46 8 698 5647
Email: anders.molin@sida.se

Mr Bengt Gunnar Herrström
Deputy Director
Ministry for Foreign Affairs
SE-103 39 Stockholm

Tel.: +46 8 405 5482
Fax: +46 8 723 1176

Tomas Lundström
Programme Officer
Health Division
Swedish International Development
Cooperation Agency
10525 Stockholm

Tel.: +46 8 698 5787
Fax: +46 8 698 5647
Email: tomas.lundstrom@sida.se

Ms Eva Charlotte Roos
Programme Officer
Swedish International Development
Cooperation Agency
10525 Stockholm

Tel.: +46 8 698 4040
Fax: +46 8 698 5647

Ms Pia Stavås
First Secretary
Permanent Mission of Sweden to the
United Nations Office at Geneva
Rue de Lausanne 82
Case postale 190
1211 Genève 20

Tel.: +41 22 908 0800
Fax: +41 22 908 0810
Email: pia.stavas@foreign .ministry.se

**United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland/
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord**

H.E. Mr Simon Fuller
Ambassador, Permanent Representative of the
United Kingdom to the United Nations Office
at Geneva
37-39 Rue de Vermont
1211 Geneva

Tel.: +41 22 918 2300
Fax: +41 22 918 2444

Dr Carole Presern
First Secretary, Health and Development
United Kingdom Mission to the United Nations
Office at Geneva
Rue de Vermont 37-39
1211 Geneva 20

Tel.: +41 22 918 2370
Fax: +41 22 918 2444
Email: c-presern@dfid.gov.uk

Mr John Worley
Manager (Specialised Agencies Team)
Department for International Development
1 Palace Street
London SW1E 5HE

Tel.: +44 207 023 0341
Email: jm-worley@dfid.gov.uk

Ms Robin Gorna
HIV/AIDS Team Leader
Policy Division
Department for International Development
1 Palace Street
London SW1E 5HE

Tel.: +44 20 70230824
Fax: +44 20 70230428

Mr Jerry Ash
Deputy HIV/AIDS Team
Department for International Development
1 Palace Street
London SW1E 5HE

Tel.: +44 207 0233 0928
Fax: +44 207 0233 0428
Email: j-ash@dfid.gov.uk

United States of America – Etats-Unis d'Amérique

Ms Constance Carrino
Director, Office of HIV/AIDS
USAID
Washington, D.C.

Email: ccarrino@usaid.gov

Ms Pamela Wolf
Technical Adviser
Office of HIV/AIDS
USAID
Washington, D.C.

Email: pwolf@usaid.gov

Dr Jane Cowley
Bureau of International Organ. Affairs
Department of State
Washington, D.C.

Tel.: +1 202 647 2480

Email: cowleyjm@state.gov

Mr David Hohman
Health Attaché
United States Mission to the United Nations
Office at Geneva
Route de Pregny 11
1292 Chambésy

Tel.: +41 22 749 4623

Fax: +41 22 749 4717

Email: hohmande@state.gov

Venezuela

S.E. Mme Blancanieve Portocarrero
Ambassadeur et Représentant permanent de la
République Bolivarienne du Venezuela auprès de
l'Office des Nations Unies à Genève
Chemin François-Lehmann 18a
1218 Grand-Saconnex

Tel. : +41 22 717 0940

Fax : +41 22 717 0941

Mme Madai Hernández
Conseiller
Mission permanente de la République bolivarienne
de Venezuela auprès de l'Office des Nations
Unies à Genève
Chemin François-Lehmann 18a
1218 Grand-Saconnex

Tel. : +41 22 717 0944
Fax : +41 22 717 0941
Email : mission.venezuela@ties.itu.int

Zimbabwe

H.E. Mr Chitsaka Chipaziwa
Ambassador and Permanent Representative
Permanent Mission of Zimbabwe to the
United Nations Office at Geneva
Chemin William Barbey 27
1292 Chambésy

Tel.: +41 22 758 3011
Fax: +41 22 758 3044

Mr Brighton Mugarisanwa
Counsellor
Permanent Mission of Zimbabwe to the
United Nations Office at Geneva
Chemin William Barbey 27
1292 Chambésy

Tel.: +41 22 758 3011
Fax: +41 22 758 3044
Email: bmugarisanwa@yahoo.co.uk

Intergovernmental Organizations – Organisations intergouvernementales

Mr Bernard Gardiner
Unit Manager , HIV/AIDS Global Programme
International Federation of Red Cross and
Red Crescent Societies
17 Chemin des Crêts
P.O.Box 372
1211 Geneva 19

Tel.: +41 22 730 4222
Fax: +41 22 733 0395
Email: Bernard.gardiner@ifrc.org

Dr Danielle Grondin
Director, Migration Health Services
International Organization for Migration
Headquarters, Geneva
17 route des Morillons
C.P. 71
CH-1211 Geneva 19

Tel.: +41 22 717 9358
Fax: +41 22 798 6150
Email: dgrondin@iom.int

Ms Mary Haour-Knipe
Senior Advisor Migration and HIV/AIDS
Migration Health Services
International Organization for Migration
Headquarters, Geneva
17 route des Morillons
C.P. 71

Tel.: +41 22 717 9234
Fax: +41 22 798 6150
Email: mhaourknipe@iom.int

CH-1211 Geneva 19

Ms Virginia H. Guerrero
Chief of Human Resources Management
World Meteorological Organization
7 bis, avenue de la Paix
Case postale No. 2300
CH-1211 Genève 2

Tel.: +41 22 730 8290
Fax: +41 22 730 8115
Email: guerrero_v@gateway.wmo.ch

United Nations System Organizations – Organisations du Système des Nations Unies

Mr Sergey Shaposhnikov
Special Assistant/Political Affairs Officer
Office of the Director-General at UNOG
8-14 Avenue de la Paix
1211 Geneva

Tel.: +41 22 917 1467
Fax: +41 22 917 0002
Email: sshaposhnikov@unog.ch

Mr Paul Spiegel
Senior Technical Officer (HIV/AIDS)
Health and Community Development Section
UNHCR
Case Postale 2500
CH-1211 Genève 2

Ms Leslie Ewart
Information Officer
FICSA
Palais des Nations
CH-1211 Geneva 10
Switzerland

Tel. : +41 22 917 1231
Fax: +41 22 917 0660
Email : ficsa@unog.ch

Ms Maria-Luisa Silva
Senior Human Rights Officer
Office of the High Commissioner
for Human Rights
Palais des Nations
CH-1211 Geneva 10

Tel.: +41 22 917 9106
Fax : +41 22 917 9010

Ms Robin Jackson
Head HIV/AIDS Unit
United Nations World Food Programme
Via C. G. Viola 68-70
Parco dei Medici
00148 Rome

Tel.: +39 06 6513 2562
Fax: +39 06 6513 2873
Email: robin.jackson@wfp.org

Ms Sheila Sisulu
Deputy Executive Director
United Nations World Food Programme
Via C. G. Viola 68-70
Parco dei Medici

Tel.: +39 06 6513 2005
Fax: +39 06 6513 2834
Email: Sheila.sisulu@wfp.org

00148 Rome

Nongovernmental Organizations - Organisations non gouvernementales

Mr Richard A. Frank
President
Population Services International
1120 19th Street, N.W., Suite 600
Washington, D.C. 20036
USA

Tel. : +1 202 785 0072
Fax: +1 202 785 0120
Email : dick@psi.org

Mr Richard Burzynski
Executive Director, Central Secretariat
International Council of AIDS Service
Organizations (ICASO)
65 Wellesley St. E., Suite 403
Toronto, Ontario M4Y 1G7
Canada

Tel.: +1 416 921 0018 ext. 15
Fax: +1 416 921 9979
Email: richardb@icaso.org

Ms Lene Fretheim
Young Professional
World Alliance of YMCAs
12 Clos Belmont
1208 Geneva

Tel.: +41 22 849 5100
Fax: +41 22 849 5110
Email: lene@ymca.int

Ms Inger Sofie Nordback
Soroptimist International
8 ch. Du Jura
CH-1299 Crans

Tel.: +41 22 776 1138
Fax: +41 22 776 8838
Email: nordback@span.ch

Ms Jacqueline Galley
Trainee Representative
Soroptimist International
2B Mottex
CH-1807 Blonay

Tel. : +41 21 943 5187
Fax : +41 21 943 7081
Email : galley.jacqueline@bluewin.ch

Mr Robert Mills
Global Board Member
The Global Network of People Living
with HIV/AIDS
9851-185 Street, Edmonton, Alberta
Canada

Tel.: +1 780 483 4797
Fax: +1 780 486 6672
Email: machound@shaw.ca

Mr Florian Hubner
Director
Groupe SIDA Genève
17 rue Pierre-Fatio
CH-1204 Genève

Tel. : +41 22 700 1501
Fax : +41 22 700 1547
Email : florian.hubner@groupesida.ch

Ms Marija Subataite

Tel.: +370 5 269 1600

Central and Eastern European Harm
Reduction Network
EUROCASO Partnership Office for Eastern Europe
Vilniaus 25-7a
Vilnius 2600
Lithuania

Fax: +370 5 261 1489
Email: eurocaso@ceehrn.org

Mr Kieran Daly
Policy Officer
International HIV/AIDS Alliance
Queensbury House
104-106 Queens Road
Brighton BN1 3XF
United Kingdom

Tel.: +44 1273 718977
Fax: +44 1273 718901
Email: kdaly@aidsalliance.org

Mr Jeffrey O'Malley
Executive Director
The International HIV/AIDS Alliance
Queensberry House
104-106 Queens Road
Brighton, BN1 3XF
United Kingdom

Tel.: +44 1273 718909
Fax: +44 1273 718901
Email: jomalley@aidsalliance.org

Dr Peter Kok
Chair Working Group AIDS
Share-net
Mauritskade 63
1090 HA Amsterdam
The Netherlands

Tel.: +31 20 568 8356
Email: m.nicolai@kit.nl

Ms María José Vázquez
Board of Trustees Member
International Community of Women
living with HIV/AIDS
c/Sants 2-4
08014 Barcelona
Spain

Tel.: +34 934 314 548
Fax: +34 637 551 547
Email: mjvazquez@eresmas.net

Ms Monica Dolan
Secretary to the Caritas Internationalis
AIDS Task Force
Caritas Internationalis/CAFOD
Romero Close, Stockwell Road
London SW9 9TY
United Kingdom

Tel.: +44 20 7326 5650
Fax: +44 20 7274 9630
Email: mdolan@cafod.org.uk

Others - Autres

Dr Purnima Mane
Chief Fund Portfolio Director & Director Asia
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis
and Malaria
Centre Casai
Avenue Louis Casai, no. 53
CH-1216 Cointrin-Geneva

Tel: +41 22 791 1754
Fax: +41 22 791 1701
Email: purnima.mane@theglobalfund.org

Dr Yoshiko Saito
Fund Portfolio Director, East Asia,
South East Asia and Oceania
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis
and Malaria
Centre Casai
Avenue Louis Casai, no. 53
CH-1216 Cointrin-Geneva

Tel.: +41 22 791 1726
Fax: + 41 22 791 1717
Email: yoshiko.saito@theglobalfund.org

Dr Nafis Sadik
Special Envoy of the UN Secretary General
for HIV/AIDS in Asia
300 East 56th Street, Apt. 9J
New York, N.Y. 10022

Tel.: +1 212 826 5025
Fax: +1 212 758 1529
Email: sadik@unfpa.org

Mr Serhiy Borschevsky
Vice-Director of Department
CIS Executive Committee
17 Kirov Str.
220050 Minsk
Belarus

Tel.: +375 17 222 3926
Fax: +375 17 227 2339

PCB Working Group on UNAIDS Governance

Ms Jean Perlin
Manager/Researcher
PCB Working Group on UNAIDS Governance
20 avenue Appia
1211 Geneva

Tel: +41 22 791 4671
Fax: +41 22 791 4768
Email: perlinj@unaids.org